

communiqués éditions

- **MONTARGIS**
Un groupe F.A. est en formation sur l'Est du Loiret et Montargis. Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.
- **LILLE**
Ventes du « Monde libertaire » : certaines permanences seront probablement suspendues pendant les congés de fin d'année. Voici d'autre part le programme de la « Voix sans maître » (tous les vendredis, de 21 h à 23 h), sur Radio Campus [99.6 MHz] : « Féminisme et antimilitarisme », le 9 janvier ; « Anthologie de l'année 1986 », le 16 janvier 1987.
- **AUBENAS**
Le groupe d'Aubenas invite tous les libertaires de la Basse-Ardèche et du Sud de la Drôme intéressés par la propagation des idées anarchistes à prendre contact avec lui, en écrivant au Cercle d'études sociales, B.P. 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

• **AFFICHE**
L'administration et les relations intérieures de la Fédération anarchiste viennent d'éditionner une affiche en soutien au « Monde libertaire », disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris, au prix de 0,60 franc l'unité (au-dessus de 50 exemplaires).



Le groupe de Brest a édité une affiche 65 x 92. Prix à l'unité : 10 F. Au-dessus de 10 exemplaires, prix à l'unité : 1,20 F.



• **AFFICHE**
Le groupe de Brest a édité une affiche 65 x 92. Prix à l'unité : 10 F. Au-dessus de 10 exemplaires, prix à l'unité : 1,20 F.



Des bandeaux sont disponibles à la librairie du Monde libertaire (0,20 F l'unité), ainsi que des tracts F.A. « Le libéralisme n'est pas la liberté » (les 100 ex. : 5 F).

- **ROUEN**
Le groupe de Rouen tiendra désormais sa permanence du samedi après-midi de 14 h à 16 h au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus un répondeur enregistré est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.
- **ARLES**
Une liaison F.A. vient de se créer sur Arles et sa région. Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.
- **PARIS**
Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

débats

- **TOULON**
Le groupe « Région toulonnaise » organise vendredi 9 janvier, à 20 h 30, à la salle Mozart à Toulon, une réunion-débat sur le thème « Le Coral et les lieux de vie », avec Claude Sigala. Projection films vidéo (courts métrages) : « Un lieu de vie : le Coral » et « Trajet d'un accueilli d'urgence ». Claude Sigala dédicacera son ouvrage, « Vivre avec le Coral », à cette occasion. Participation aux frais : 10 F.
- **PARIS**
Comme chaque année, le groupe libertaire Louise-Michel organise une série de conférences-débats dans son local. Le premier thème abordé sera « Le libéralisme », avec la participation de Roland Bosdeveix, à 20 h précises. De plus, dès 18 h 30, vous pourrez voir un film vidéo et vous restaurer au buffet. Local : 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (rue Lepic). Métro : Blanche ou Abbesses.
- **BEAUVAIS**
Le groupe de Beauvais tiendra un meeting le samedi 10 janvier, à 20 h 30, à l'A.S.C.A., sur le thème « Droite et gauche cohabitent, nos libertés sont menacées ! ».

EN VENTE
DANS DE NOMBREUX KIOSQUES
MARCHANDS DE JOURNAUX
ET DANS LES GRANDES GARES
DEMANDEZ, EXIGEZ...
LE MONDE LIBERTAIRE

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

LE LIBERALISME N'EST PAS LA LIBERTÉ

NON AU DELIRE SECURITAIRE!

• **ENVELOPPES**
Deux enveloppes ont été éditées : l'une à propos de Michel Bakounine et l'autre de Louise Michel. Elles sont mises en vente au prix de 1,50 F l'unité, 1,20 F à partir de 10 ex., 1 F (50 ex.), 0,80 F (100 ex.) et disponibles à la librairie du Monde libertaire.

• **AFFICHE**
L'affichette ci-contre (60 x 42) est disponible à la librairie du Monde libertaire : en soutien, 5 F ; prix à l'unité : 1 F ; à partir de 10 exemplaire : 0,50 F (l'unité).



Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
 le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
 145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
 Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

liste des permanences des groupes f.a.

- RÉGION PARISIENNE**
- PARIS**
 Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.
 Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
 Groupe « Voisine », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.
- BANLIEUE**
 • Seine-et-Marne
 Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles.
 • Yvelines
 Groupe « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.
 • Hauts-de-Seine
 Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.
 • Val-de-Marne
 Liaison Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)
 Groupe de Créteil : permanences tous les dimanches, de 9 h 30 à 11 h 30, au marché de l'Eglise.
 • Val-d'Oise
 Groupe « Kropotkine » : permanence tous les dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

liste des groupes f.a.

- PROVINCE**
- **GROUPE**
 Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas
 Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille, Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.
- **LIAISONS**
 Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence, Arles — Charente : Angers — Charente-Maritime : Saintes — Char : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Haut-Doubs — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vosges : liaison des Vosges.

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE »
 ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3, Les luttes : Conflit des cheminots, Solidarité des usagers — PAGE 4, Les luttes : En Bref, Journée d'action agricole à Toulouse, Manifestation de la C.G.T., Communiqué — PAGE 5, Les luttes : Interview de travailleurs de l'A.N.P.E., Actions dans l'imprimerie — PAGE 6, Société : Répression au Pays basque, Répression policière, Le combat contre la Bête — PAGE 7, Société : L'aberration à la une, La guerre c'est la paix — PAGE 8, Dans le monde : Le conflit de Big Mountain, Etats-Unis, Japon — PAGE 9, Informations internationales : Brésil, R.F.A. — PAGE 10, Archives : « Un mineur français chez les Russes » (suite) — PAGE 11, Expression : Programme de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Disque — PAGE 12, Archives : Le mythe de Sandino.

S.N.C.F. C.R.S. et répression

APRÈS avoir commencé à lâcher quelques concessions, la S.N.C.F. envoie des C.R.S. et entame une phase de répression. La reprise du trafic, dont elle fait état ce dimanche 4 janvier, correspond plus à une opération psychologique qu'à une réalité. Seuls six dépôts sur 94 ont voté la reprise.

Samedi soir, les gardes mobiles ont investi la gare du Nord. Six grévistes ont été interpellés. Gardés au tout début au commissariat de la gare (quai 0), ils ont été très rapidement dirigés vers un autre commissariat. Les grévistes apprenant la nouvelle ont tenté d'aller les délivrer, mais sont arrivés trop tard. A l'origine ce devait être un simple contrôle d'identités. Ça sent le coup monté ! Et ce n'est certainement pas un hasard si la gare du Nord a été choisie. Le conflit est parti de là et c'est aussi un des endroits où les grévistes sont les plus déterminés.

Personne ne peut savoir comment tout cela va évoluer, mais l'intervention des forces de l'ordre un peu partout en France, au lieu de démobiler les cheminots, pourrait bien durcir leur attitude.

A.B.

Propositions tardives et ambiguïté

DANS le dernier *Monde libertaire*, nous avions écrit que si les cheminots étaient encore en grève le 5 janvier, le gouvernement prenait de gros risques car, à partir de ce lundi, d'autres catégories de travailleurs entamaient eux aussi des luttes. Leur jonction laissait prévoir un paysage social animé, surtout que certaines revendications sont communes. L'avancement au mérite et le gel des salaires figurent au menu de l'ensemble de la fonction publique. On peut s'attendre à voir des similitudes dans les formes de lutte, surtout si elles proviennent en partie leur efficacité avant à la S.N.C.F. (après la victoire étudiante). L'histoire de la tâche d'huile risque de faire dérailler le gouvernement.

Dans ces circonstances, la nomination de François Lavondès représentait l'espoir d'une issue au conflit permettant à chacun de s'en tirer la tête haute. Côté direction S.N.C.F., ministère des Transports et gouvernement, les positions tranchées affichées ne pouvaient se renier du jour au lendemain. Côté syndicats, sous la pression de la base, il ne pouvait y avoir d'appel à reprendre le travail sans concessions sérieuses. A noter tout de même que cette nomination prouve bien que c'est le gouvernement qui détient les clés du problème. Les déclarations consistant à rendre la direction de la S.N.C.F. responsable des négociations ne servaient qu'à gagner (ou perdre ?) du temps.

Le flou artistique

Seulement voilà ! Ce conflit justement ne ressemble pas aux autres. Ce ne sont pas les syndicats qui ont lancé le mouvement et, dans l'état actuel des esprits, ils doivent rendre des comptes avant de prendre position. Or, la déclaration de François Lavondès, pleine d'ambiguïté et de finesses de vocabulaire, passe complètement au-dessus des assemblées générales et des cheminots, qui attendaient une déclaration plus simple mais beaucoup plus claire, et offrant des garanties.

Cette annonce d'un quasi-retrait au 13^e jour de grève, puisque tout sera négocié plus tard (comme d'ailleurs pour le projet Devaquet dont le retrait ne signifie pas non plus l'abandon de tout ce qu'il véhiculait, mais simplement une garantie de concertation avant toute nouvelle décision), ne peut donc satisfaire les cheminots. Quand on a

déjà perdu la moitié d'un mois de salaire, on ne se contente pas du flou artistique.

De plus, la grille est souvent apparue comme un point essentiel des revendications, mais ce n'était pas le seul. Au moment où nous rédigeons cet article, les cheminots reconduisent majoritairement le mouvement et demandent des garanties sur l'abandon du projet de grille salariale, tout en continuant à vouloir satisfaction sur les revendications concernant les conditions de travail et les salaires — deux points où, pour l'instant, pratiquement rien n'a été cédé.

Le gouvernement, pressé d'en finir, fait appel aux C.R.S. et fait état de reprises du travail à certains endroits, alors que tous les gros secteurs restent bloqués. La situation aura peut-être singulièrement empirée lorsque vous lirez ces lignes. Chirac se trouve dans une situation périlleuse car, y compris dans son camp, les règlements de comptes ne lui facilitent pas les choses. Barre attend en embuscade et se frotte les mains en vue des présidentielles. De leur côté, ceux qui mettaient des bâtons dans les roues en profitant pour compter les points. Quant au grand chef, il regarde son échiquier où tout le monde s'agite et il se demande quel nouveau coup il va pouvoir jouer. Tentera-t-il l'échec et mat en dissolvant l'Assemblée nationale, en comptant sur une nouvelle majorité favorable, ou attendra-t-il encore ?

ALAIN
(Gr. Sacco-Vanzetti)



LES SYNDICATS RETROUVENT LEUR BASE

Ça fait mal !

CA fait mal, d'autant plus que la base n'a pas l'air de se retrouver dans ses syndicats. Depuis le début du conflit à la S.N.C.F., les syndicats ne savent plus très bien à quels saints se vouer. Leurs propres adhérents, et certains de leurs militants, s'investissent dans des comités de grève, voire dans des coordinations nationales. Les organisations syndicales nous affirment être à l'écoute de la base. Bizarre !

La C.F.D.T. a dénoncé, dès le début, le responsable de la Coordination nationale inter-catégories Daniel Vitry, secrétaire général de l'Union professionnelle régionale C.F.D.T. de Paris Sud-Ouest et militant à Lutte ouvrière. Elle a, en même temps, dénoncé la coordination. La C.G.T., quant à elle, dans un tract intitulé « La fédération C.G.T. s'adresse aux cheminots », dit qu'elle fait confiance aux cheminots pour « éviter qu'un soi-disant comité de coordination se révèle à terme une organisation anti-syndicale ou se trouve récupéré pour d'autres causes que l'intérêt des cheminots ».

Pour la C.G.T., la coordination étudiante était justifiée car « il s'agissait de lutter contre un projet de loi, dont l'un des buts était la sélection par l'argent ». « L'action des cheminots, c'est une lutte pour la satisfaction des revendications des cheminots... Il faut donc négocier et, pour cela, disposer de structures de négociations ». Et bien sûr, les organisations syndicales, c'est fait pour cela ! Pour la C.G.T., « il convient donc de s'interroger sur les motivations de la création d'un mouvement de coordination qui tente de court-circuiter les organisations syndicales représentatives et casser l'unité des travailleurs en bas ». Le tract informe aussi que la C.G.T. n'a jamais ni trompé ni lâché les travailleurs en lutte.

Contrôler ou casser le mouvement

A la lumière de ce tract, on comprend mieux que, là où la C.G.T. ne contrôle pas le mouvement bien souvent elle le casse. Au début de la grève, elle a bloqué l'accès à certains dépôts comme Ivry pour empêcher le démarrage du mouvement. Depuis, elle navigue à vue (comme la C.F.D.T., d'ailleurs) car des militants C.G.T. sont investis à fond, y compris dans les comités de grève. Cependant, dans bien des endroits, elle a empêché la tenue d'assemblées générales et a appelé à reprendre le travail comme au dépôt de la Villette, lundi 29 décembre.

Tout ceci explique aussi sa fébrilité et qu'à la manifestation du mardi 30, devant le siège de la direction de la S.N.C.F. à Saint-Lazare, nous ayons été quatre



militants à nous faire agresser pour avoir voulu distribuer un tract de la C.N.T. Pris à partie par le service d'ordre de la C.G.T., il nous a fallu renoncer. Bref, on a failli se faire casser la figure. Des militants C.G.T. nous ont suivi pour prendre les tracts, une copine s'est vu confisquer la moitié des siens. Merci, pour la leçon de démocratie syndicale. En revanche, pourquoi cela ne gênait personne qu'il y ait des vendeurs de l'*Huma* partout ? Décidément, les organisations syndicales digèrent bien mal leur remise en cause et principalement la C.G.T., majoritaire à la S.N.C.F.

En ce qui concerne les coordinations, celle des agents de conduite regroupe plus de 40 dépôts sur 94. En revanche, elle reste catégorielle et ne revendique qu'un contrôle sur les organisations syndicales sans demander à être présente aux négociations. Pour la Coordination nationale inter-catégories, vendredi 2 janvier, seuls 21 secteurs mandatés étaient présents. Quant aux revendications présentées, elles

sont en partie nouvelles. Une augmentation uniforme mensuelle de 25 points par mois, pour tous, est demandée. Si cette revendication est légitime dans l'absolu, elle ne paraît guère réaliste. Malheureusement et malgré tout l'intérêt que représente cette coordination, elle n'est toujours pas représentative et n'a de national que le nom, ce qui est bien dommage.

En ce qui concerne la reprise du travail, quoi qu'il arrive, cela ne se fera pas dans l'allégresse. Plus de deux semaines de conflit ont tissé des liens. De plus, pendant tous ces jours, les grévistes ont eu l'impression de mettre la direction de la S.N.C.F. et le gouvernement sur le grill, ce qui inversait singulièrement les rôles. Quelles traces laissera ce conflit, à tous les niveaux, aussi bien par rapports aux organisations syndicales qu'entre les cheminots eux-mêmes ? Cela dépendra beaucoup de l'issue du mouvement, mais bien des enjeux en dépendent.

ALAIN
(Gr. Sacco-Vanzetti)

Les usagers premières victimes de la grève

C'EST, hélas !, inévitable. Presque plus de trains, déplacements en province quasiment impossibles, attentes interminables sur les quais, conditions de transport encore plus déplorables, wagons surpeuplés, etc. Il est donc nécessaire que le travail reprenne et que le trafic redevienne rapidement normal ! Toutefois, nous ne devons pas tomber dans le piège grossier tendu par le gouvernement et la direction de la S.N.C.F., visant à faire des usagers des ennemis des cheminots en grève. Le droit de grève est un acquis fondamental et cette grève est totalement justifiée.

Pas question de s'attaquer aux grévistes, mais bien aux vrais responsables de cette situation : ceux qui souhaitent voir ce mouvement pourrir et qui cherchent à dresser usagers contre grévistes. Ceux qui se refusent à toutes concessions, qui rejettent toute véritable négociation sur les justes revendications des cheminots : leurs conditions de travail et leurs salaires. Plusieurs fois déjà, ils ont choisi d'envoyer leurs C.R.S. plutôt que de céder à ces revendications légitimes.

La S.N.C.F. doit répondre rapidement aux revendications des cheminots afin que les usagers puissent de nouveau utiliser ce service public. La lutte des cheminots pour de meilleures conditions de travail peut et doit devenir la lutte pour un meilleur service public ! Solidaires avec les cheminots pour une réelle amélioration des transports en communs, exigeons avec eux des négociations portant sur l'ensemble de leurs revendications, mais également des dédommagements immédiats. D'ores et déjà, exigeons le remboursement de nos cartes oranges de décembre, la gratuité des trains assurant le service minimum (en compensation de l'attente). Refusons de payer nos billets en solidarité avec les grévistes.

Des usagers en colère

en bref...en bref...

• Une réunion-débat sera organisée vendredi 9 janvier, à 20 h 30, salle Mozart à Toulouse, sur le thème : « Le Coral et les lieux de vie », avec la présence de Claude Sigala qui dédicacera son livre « Vivre avec le Coral ». Cette réunion sera accompagnée par la projection de films vidéo.

• Du 21 au 27 janvier, se déroulera un festival cinématographique sur le thème « Images de l'anarcho-syndicalisme espagnol, 1936-1939 ».

Au programme :

— Mercredi 21 janvier
18 h, « La Vieja Memoria », de Jaime Camino (1977)
21 h, « Les deux mémoires », de Jorge Semprun (1973)
— Vendredi 23 janvier
18 h, « De Toekomst Van 36 », de L.V. Tuldén et W. Thijssen (1983)
20 h, « Caudillo », de B.M. Patino (1976)
22 h, débat : « Anarchisme, politique et pouvoir », avec la participation (sous réserve) de Nico Berti, A. Bertolo, A. Garcia Calvo, Gomez Casas, Abel Paz, C.M. Lorenzo, N. Mafesoli, Federica Montseny, D. Guerin, Carlos Semprun Maura.
— Samedi 24 janvier
18 h et 22 h 15, productions C.N.T.-F.A.I. (programme n°1)
19 h 15 et 23 h 30, productions C.N.T.-F.A.I. (programme n°2)
20 h 30, autres productions de l'époque
— Dimanche 25 janvier
18 h, productions de l'époque
19 h 45, productions C.N.T.-F.A.I. (programme n°1)
21 h, productions C.N.T.-F.A.I. (programme n°2)
22 h 15, « Caudillo », de B.M. Patino (1976)
— Lundi 26 janvier
18 h, « Caudillo », de B.M. Patino (1976)
20 h, productions de l'époque
21 h 45, productions C.N.T.-F.A.I. (programme n°1)
23 h, productions C.N.T.-F.A.I. (programme n°2)
— Mardi 27 janvier
18 h 30, « La Vieja Memoria », de Jaime Camino (1977)
21 h 30, débat : « Approche du portrait du militant anarcho-syndicaliste », avec la participation (sous réserve) de J. Camino, Marc Ferro, M. Lagny, A. Marcellan, E. Marcos, M. Conzost, A. Paz, R. Prost, Jorge Semprun, Pierre Sortin, L.V. Tuldén, W. Thijssen.

Lieu : cinéma Utopia-Champollion, 9, rue Champollion, 75005 Paris.
Pour tout renseignement : (16.1) 43.38.74.47.



Histoire de promener Séguéy !

TOULOUSE

Journée d'action agricole

EN cette période de fêtes, il n'est peut-être pas trop bien venu de troubler la digestion de certains avec les angoisses des autres. Ce n'est cependant pas par plaisir que diverses catégories de travailleurs prennent le chemin de la lutte. Ainsi dernièrement à Toulouse, des paysans se sont retrouvés pour manifester leurs inquiétudes face à l'élimination continue des agriculteurs, pour s'opposer à la désertification des campagnes, pour défendre le pluralisme syndical et dire clairement non aux mesures adoptées récemment à Bruxelles.

Toulouse a été le théâtre, vendredi 19 décembre, de manifestations diverses. Plusieurs syndicats agricoles (C.N.S.T.P., F.N.S.P., M.O.D.E.F.), en opposition à la F.N.S.E.A. (1) (syndicat de type patronal qui a eu pendant dix ans et plus, comme dirigeant, l'actuel ministre François Guillaume), avaient donné rendez-vous à leurs militants et sympathisants des départements de la région Midi-Pyrénées.

Il s'agissait pour eux de protester contre les mesures adoptées par la commission européenne : réduction de la production laitière de 8% et décision de baisser de plus de 10% le prix d'intervention sur la viande bovine. Ces mesures vont encore aggraver la situation souvent difficile des exploitations de la région.

1^{er} acte

Conseillers régionaux « enfermés ». Si l'après-midi a vu un défilé promenade de type classique dans les rues de la ville, avec la participation d'un millier de paysans, et la remise d'une motion avec réception de délégations à la préfecture d'abord, puis au Conseil régional ensuite, la matinée avait été bien plus agitée. En effet, à midi, les délégués départementaux des syndicats de travailleurs paysans du Sud-Ouest et des membres d'autres syndicats agricoles, soit environ 150 personnes, banderoles déployées, ont envahi pacifiquement la salle du Sénat où se tenait la réunion des conseillers régionaux.

Les issues de la salle bloquées, les conseillers étaient coincés. Surprise, agacement, agitation, la tension montait peu à peu. Le préfet souriait « jaune » et à la tribune, Baudis, président du conseil,



M. François Guillaume.

devenait de plus en plus pâle. Dans la salle, divers conseillers rougissaient un peu plus, à mesure que le ton s'envenimait et que les insultes pleuvaient.

Le feu à la maison. Pendant ce temps, à l'extérieur, les C.R.S. se déployaient. Dans la salle, certains conseillers de droite passaient aux menaces, puis à la bousculade et aux « prises de collets ». Ces notables en perdaient toute dignité et d'aucuns du Front national faisaient le « coup de poing ». Du côté des manifestants, sûrs d'eux-mêmes malgré ces agressions, le sang-froid et la sérénité étaient à toute épreuve, ce qui ne faisait qu'exaspérer davantage ces « bons notables » de droite, qui se voyaient tout à fait impuissants.

2^e acte

Ouvriers, paysans : même combat ! Lorsque les paysans sont rentrés dans l'auditorium, ils ont remarqué tout de suite la présence de syndicalistes ouvriers C.G.T. et C.F.D.T., qui avaient vainement tenté auparavant d'interpeller les conseillers régionaux sur les vagues de suppressions d'emplois qui touchent les employés d'Elf-Aquitaine, Alcatel Téléphone, Epigadise, A.Z.F., S.N.P.E. : « Aux cris d'ouvriers, paysans : même combat ! », une fraternité de fait s'est manifestée spontanément et, si auparavant,

les syndicalistes ouvriers n'avaient pas réussi à se faire entendre, le débat a pris une toute autre tournure avec l'arrivée des paysans.

Les syndicalistes ouvriers ont alors pu exprimer au Conseil régional l'inquiétude que font naître, dans toutes les entreprises, les licenciements. Les syndicalistes paysans ont commencé à lire une motion dans laquelle des propositions sont faites pour enrayer la désertification des campagnes. Pendant la lecture de ces motions, de nouvelles escarmouches ont eu lieu dans la salle. Des invectives fusent de la bouche de certains politiciens de droite et d'extrême droite... Bonjour l'ambiance ! « Les paysans sont en train de crever, nous ne sommes donc pas à une demi-heure », clame un syndicaliste paysan à ceux qui font obstruction à la lecture de la motion.

Dans un coin de la salle, un conseiller du Front national fait le « coup de poing » avec un manifestant. A la tribune, un autre conseiller veut s'emparer du micro, il est ceinturé par ses collègues. Tout le monde est en ébullition ; la confusion est à son comble. Un socialiste, Luc Soubré, propose d'écouter la motion pour en finir : « Il y a des situations qui nécessitent l'écoute de cette assemblée, même si la loi ne le prévoit pas ». Le calme revient un peu et le

porte-parole du syndicat des travailleurs paysans retourne à la charge.

3^e acte et sortie de scène

Il est 13 h 30 et les syndicalistes demandent au préfet de retirer les C.R.S. afin d'éviter tout incident à la sortie. Le préfet, d'abord réticent, finit par accepter et c'est accompagné par des flics et des élus de gauche que les manifestants quittent la salle, sous les injures des politiciens de droite. L'occupation avait duré plus d'une heure et demie ; pour les notables, cela restera probablement le « syndrome de Toulouse ».

Dans la période difficile actuelle, qui est aussi celle de beaucoup d'ouvriers, d'employés et de paysans, on ne s'étonnera guère que l'année 1987 connaisse des manifestations prenant des formes diverses et tout aussi inhabituelles. Dans les campagnes, ces derniers temps, on sent monter peu à peu la colère et le désespoir ; cela pourrait bientôt conduire à une situation des plus explosives.

Un participant

(1) C.N.S.T.P. : Confédération nationale des travailleurs paysans ; F.N.S.P. : Fédération nationale des syndicats paysans ; M.O.D.E.F. : Mouvement de défense des exploitations familiales.



Communiqué

La Fédération anarchiste apporte son soutien et sa solidarité à la lutte menée par les cheminots portant sur des revendications telles que le retrait de la grille des salaires, les conditions de travail et l'augmentation des salaires. La manière dont le conflit évolue prouve leur volonté d'être reconnus en tant qu'hommes et en tant que travailleurs.

La Fédération anarchiste encourage particulièrement les formes de lutte adoptées par les cheminots renouant avec une tradition libertaire, celle de l'action directe, sans intermédiaire pour leurs revendications.

Fédération anarchiste

C.G.T. sur la fréquence...

« C'est une journée cruciale que nous vivons et la C.G.T. est toute entière avec les cheminots. Le gouvernement ne s'en sortira pas par des pirouettes, le flot monte, il faut qu'il monte réellement pour régler les conflits dans

notre pays », a déclaré Henri Krasucki le mardi 30 décembre à la gare Saint-Lazare. Là, la C.G.T. avait mis le paquet pour se mettre en avant dans un conflit où les syndicats sont plutôt relégués à la place d'auxiliaires techniques.

La présence de Georges Séguéy, ancien secrétaire de la C.G.T., tiré de son exil-retraite, des slogans tels que « Dupuy, Devaquet t'attend », rien n'avait été laissé de côté pour que la première place aux yeux des médias soit accordée à la C.G.T.

De nombreux salariés d'autres industries (E.D.F., Aérospatiale, banques, R.A.T.P., Renault-Billancourt) et, pour fermer la marche, la coordination Pantin-Noisy. La C.G.T. joue l'unité et tient le créneau, espérant rogner sur les effectifs des voisins syndicaux. Et les outsiders, Krasu, tu connais ?

Alexis PIERRE

Interview de travailleurs de l'A.N.P.E.

LES 9 et 10 décembre derniers, une grève dans les agences de l'A.N.P.E. a mobilisé 50% du personnel. A cette époque étaient également en grève les journalistes de l'A.F.P. L'information vers les médias a donc été mal faite, d'autant plus que les projecteurs étaient tous braqués sur l'actualité du moment : la lutte des étudiants.

Quatre membres du Comité de coordination Ile-de-France sont donc venus à l'émission « Chronique syndicale » sur Radio-Libertaire (Paris, 89,4 MHz) pour parler de leur lutte et du but de ce comité, créé à l'issue de deux assemblées générales de la région parisienne et qui regroupe la quasi-totalité des agences d'Ile-de-France, ainsi que des agences de province.

Avant cette interview, nous vous proposons un communiqué de cette coordination situant son action. « Ce comité de coordination a pour rôle de définir tous les moyens d'action et de résistance au projet d'ordonnance qui prennent en compte la nécessité de ne pas perturber l'accueil, l'information et les possibilités de placement et de recrutement des usagers de l'A.N.P.E. ; de rétablir et favoriser une meilleure information des médias sur les enjeux qui sont liés à cette ordonnance, ainsi que sur les possibilités d'abus et de discrimination qu'elle contient, sur le fait que cette ordonnance constitue une véritable attaque contre le code du travail.

« Le comité de coordination effectuera une large consultation des composantes économiques et sociales concernées par cette ordonnance (en particulier les demandeurs d'emploi). Cette consultation aura pour but de collecter leur avis et de permettre des contre-propositions pour une meilleure efficacité de l'A.N.P.E. dans le maintien des droits et de l'égalité des chômeurs. Informée ce jour que l'ordonnance n'est toujours pas signée par le président de la République, la coordination continue d'exiger son retrait et souhaite faire signer massivement la lettre. (12.12.1986) »

— **Radio-Libertaire** : Pouvez-vous nous faire l'historique de votre conflit et nous expliquer ce que représente ce comité de coordination ?

— **Comité de coordination** : Ce comité représente à la fois des syndiqués et des non-syndiqués. Les non-syndiqués sont des gens qui n'ont jamais adhéré à une section syndicale et qui sont confrontés pour la première fois à une lutte pour leur devenir, mais aussi des gars désyndiqués. Aujourd'hui, nous sommes deux dans ce cas, plus une copine de la C.G.T. et une de la C.F.D.T.

La grève organisée les 9 et 10 décembre a débouché sur une division lors des débats en assemblée générale (A.G.) entre les organisations syndicales à la tribune et les personnes dans la salle intervenaient pour réclamer l'unité dans la lutte.

Nous avons débouché sur une remise en cause de la pratique syndicale des organisations dans le secteur A.N.P.E., ce qui est aussi, je suppose, le reflet de ce qui se passe dans d'autres services publics. A l'issue de cette A.G., on allait vers un effritement de la bagarre. Certains revendiquaient une grève de 24 heures reconductibles, d'autres déclaraient vouloir se battre avec et pour les chômeurs, tout en reconnaissant que jusqu'à présent personne n'en avait débattu vraiment avec eux. Ce texte de loi était prévisible depuis longtemps. Depuis plusieurs années, une pratique était induite dans notre fonctionnement et dans les positions de la direction générale qui laissait penser que nous allions bien plus vers une agence au service du patronat, des entreprises et des collectivités territoriales. Qu'elles soient de gauche ou de droite, suppose aussi deux pratiques différentes de l'utilisation de ce secteur public.

Enfin, beaucoup de gens se sont remis en cause dans leur travail par rapport à cette peur de fermeture d'agences, car lors de la grève on n'avait pas encore une connaissance exacte du texte. Il y a eu un choc, et l'on s'est rendu compte que la pratique syndicale traditionnelle n'était pas efficace, d'où un souci d'organisation. On s'est rendu compte aussi que beaucoup d'informations auraient pu être communiquées et reprises par la presse longtemps avant la grève.

C.C. : Je crois que l'ordonnance a été le détonateur d'un malaise qui dure depuis pas mal de temps à l'A.N.P.E. Par rapport à ce qui

Dorénavant, l'A.N.P.E. n'est plus seule habilitée à recevoir les chômeurs, les inscrire, les placer et à collecter les offres d'emploi. C'est un organisme parmi d'autres qui pourra concourir au service du placement. Elle pourra, ainsi que l'Etat, passer des conventions avec des organismes privés, organismes paritaires, chambres syndicales d'employeurs, et éventuellement avec des associations nouvellement créées qui, elles-mêmes, pourront inscrire des chômeurs et les placer suivant les offres.

— **R.-L.** : C'est faire la part belle aux « chasseurs de têtes » qui vont se faire payer par les employeurs pour trouver le salarié de leurs rêves...

— **C.C.** : Théoriquement, dans l'ordonnance, il est précisé que le service doit rester gratuit. Mais on sait très bien que les bureaux de recrutement ont des services payants. D'autre part, les associations (loi 1901 : sans but lucratif) ont des adhérents qui doivent payer une cotisation pour participer à ce service. On peut donc prévoir déjà une discrimination au niveau de l'inscription et de la recherche d'emploi, avec toujours plus de possibilité pour les gens qui ont déjà (les « placables ») et encore moins pour les « implaçables », les gens qui ont des difficultés et qui représentent la majorité des chômeurs, avec des niveaux de qualification moyen. Il y aura donc une

a sous-traité des services qui théoriquement sont gratuits. Là, c'est officiel, l'A.N.P.E. participera main dans la main avec le patronat aux opérations de reconversion, de licenciement, etc.

D'autre part, et là on peut faire le parallèle avec le mouvement étudiant, il est également prévu que le patronat rentre dans les instances du conseil d'administration. Les conventions des organismes qui auront signé des accords au sein des instances délibératrices de l'A.N.P.E. Il y aura également coordination ou utilisation commune des réseaux d'équipement...

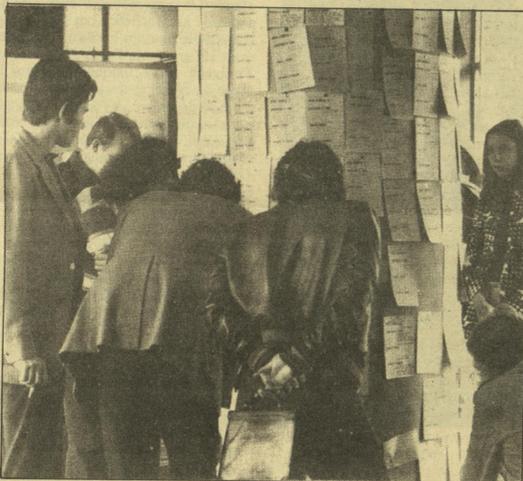
R.-L. : C'est-à-dire que vous allez être pour une part employés directement par les patrons au niveau des conseils d'administration ! Cela signifie que l'A.N.P.E. sera une courroie de transmission entre l'utilisation que le patronat voudra en faire et ses responsables qui y siègeront...

— **C.C.** : Exactement ! Ce qui restait local et ponctuel est maintenant officialisé dans les textes. Il y a tous les arguments législatifs pour que ça se passe ainsi.

R.-L. : D'autres points dans cette ordonnance que Mitterrand s'est empressé de signer ?

— **C.C.** : C'est l'essentiel, car pour la suite il y aura des décrets d'application. On les attend évidemment avec impatience et vigilance. On se doute bien que les 11 500 employés de l'A.N.P.E., avec les compétences restreintes qui seront les nôtres, cela risque d'être beaucoup trop. Si l'on a moins de chômeurs et moins d'offres, à quoi va-t-on travailler mis à part le porte à porte pour les mesures d'exonération de charges sociales pour le patronat. Il y a évidemment des inquiétudes sur l'emploi à l'A.N.P.E., mais ce n'est pas à l'heure actuelle la base essentielle de la mobilisation. La base de la mobilisation, c'est ce que contient cette ordonnance, et que l'on voit s'instaurer depuis un certain temps.

— **R.-L.** : Donc, selon vous, des abus et des pratiques étonnantes ont été mises en pratiques bien avant l'ordonnance, qui laissent penser que celle-ci était prévue de longue date.



existait auparavant, on a assisté à partir de 1981 à une dégradation complète de notre travail. Il faut préciser qu'on ne défend pas notre boutique et que ce mouvement n'est pas corporatiste. C'est bien en cela qu'il est intéressant. Mais le malaise est profond dans la mesure où l'on utilise nos compétences et notre travail à des fins qui ne sont pas avouables, mais qui sont en fait des objectifs financiers liés à des intérêts patronaux. Il est clair que depuis 1982-1983, l'A.N.P.E. sous-traité des prestations payantes à des entreprises qui ont des plans de reconversion, et que l'ordonnance telle qu'elle se présente maintenant va renforcer, légaliser, et justifier cela. Une grande partie de notre temps de travail sert maintenant à appliquer des mesures qui sont dans l'intérêt direct des entreprises, de groupement syndicaux, de chambres de commerce, ce qui ne devrait pas être l'objectif de l'A.N.P.E. dans la mesure où celle-ci doit défendre les intérêts des chômeurs et des usagers.

— **R.-L.** : On va revenir maintenant sur les grands points de l'ordonnance et sur la lecture que les travailleurs de l'A.N.P.E. en ont faite...

C.C. : Le texte de l'ordonnance est flou et ne dit pas très clairement les choses. Mais il soulève un certain nombre de problèmes qui ont été suffisants pour faire réagir l'ensemble du personnel.

prestation à deux niveaux, l'A.N.P.E. restant service d'Etat avec de faibles moyens et peu d'offres puisque celles-ci seront susceptibles de passer par des organismes privés. En fait, les demandes viendront de gens ayant des niveaux de qualification à peu près égaux, et les difficultés seront encore plus grandes. C'est un des points importants de l'ordonnance et l'on veut rester vigilants sur la question de l'égalité de tous les demandeurs d'emploi devant les services de placement.

Autre chose importante à évoquer, c'est le rôle des maires qui auront communication sur leur simple demande des fichiers de demandeurs d'emploi. Ceci s'est déjà fait, puisque l'on a appris par la coordination que le maire de Bezons avait appelé l'A.N.P.E. pour avoir communication de la liste des personnes au chômage sur sa commune. Cela ouvre la porte à tous les abus et à toutes les maigrioles de politique électorale (tentatives de pressions électorales, tripatouillages de fichiers, etc.).

Le troisième point qui est modifié par rapport à ce qui existait précédemment dans la réglementation de l'A.N.P.E. est qu'elle participe maintenant ouvertement à la mise en œuvre de toutes les actions qui favorisent la mobilité géographique professionnelle et l'adaptation aux emplois. Elle a déjà participé aux opérations de licenciement chez Talbot. Chez Ducelier, l'A.N.P.E.

C.C. : Oui, une petite anecdote qui s'est produite il y a deux ou trois mois est très révélatrice. A l'A.N.P.E., on veut des « mesures jeunes », c'est-à-dire des moins de 25 ans à des tarifs défiant toute concurrence, entre 17 et 80% du S.M.I.C. au patronat. Des organismes utilisateurs patronaux récupèrent de l'argent grâce à certains avantages. Pour un jeune, il vaut mieux faire un contrat d'adaptation (80% du S.M.I.C.) où il sensé apprendre un métier qu'un stage d'initiation à la vie professionnelle. Or nous avons eu des pressions de la part du chef départemental de Paris, disant que l'A.G.E.F.O.S.-P.M.E. nous oblige à ce que chaque signature de contrat d'adaptation soit précédée impérativement d'un S.I.V.P., c'est-à-dire 27% du S.M.I.C. pour le jeune.

— **R.-L.** : L'A.G.E.F.O.S.-P.M.E. est un fonds d'assurance formation (F.A.F.) qui est paritaire, où siègent des organisations syndicales et patronales, et qui touche le 0,1% ou le 0,2% détaxé.

— **C.C.** : Quant au stage d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.), il permet dans la pratique à beaucoup d'employeurs d'avoir de la main-d'œuvre à 170 francs par mois, pendant trois mois, mesure qui a été prolongée jusqu'à six mois il y a quelque temps. Les chausseurs André, par exemple, recrutent énormément de S.I.V.P., pour les virer au bout de trois mois.

Actuellement, c'est le seul stage qui implique obligatoirement l'A.N.P.E. dans les « mesures jeunes ». C'est aussi pourquoi nos directions régionales et départementales nous poussent à en proposer. Dans la pratique, une note de notre directeur départemental a été envoyée dans toutes les agences, précisant que pour tout contrat d'adaptation véhiculée par l'A.G.E.F.O.S., il fallait auparavant un S.I.V.P. Cela arrangeait à la fois l'A.G.E.F.O.S., puisque dans ces cas-là il faut cotiser à l'organisme centralisateur, et l'A.N.P.E. qui y était impliquée.

(à suivre)
Propos retranscrits
par le comité de rédaction

IMPRIMERIE

Le Livre sans trêve

LA fin de 1986, sur le plan social, n'aura fait l'objet d'aucune trêve et le monde de l'imprimerie parisienne n'aura pas fait exception. Face au S.P.P. (Syndicat de la presse parisienne), majoritairement dominé par Hersant, les syndicats du Livre C.G.T. font le compte des catastrophes qui vont leur arriver en 1987. Nouvelles phases de modernisation, rédaction « électronique » (c'est-à-dire sans ouvriers du livre), dégagement d'effectifs (licenciements aménagés) ; autant de données qui bouleversent la sorte de consensus social qui existe en région parisienne entre le patronat de la presse et les syndicats du Livre...

« On n'a plus besoin de vous, mais on ne veut pas de vagues... alors on trouve des solutions sociales », tel semble être le discours officieux de la partie patronale. A quoi les différents syndicats du Livre répondent en reculant pied à pied et en lorgnant sur le voisin, histoire de voir s'il ne négocie pas en solo un nouvel accord technique !

De temps en temps, il y a des fausses notes dans ce pseudo-consensus sur le tapis vert. Ainsi mercredi 31 décembre, des « heurts » avaient lieu près de la place de la République à Paris, rue Béranger, au siège du groupe de presse de Bruno Bertez (les quotidiens l'Agefi, la Tribune de l'Economie, l'hebdomadaire La Vie française).

L'imprimerie de la presse nouvelle (rue du Croissant) était en grève depuis trois jours et un numéro pirate de l'Agefi avait déjà été confectionné. Ce mercredi matin, les grévistes de l'I.P.N. et les travailleurs du Livre solidaires bloquèrent l'acheminement de la distribution des abonnements de la Tribune de l'Economie et de l'Agefi. Il faut rappeler que l'I.P.N., qui a depuis repris le travail, est en règlement judiciaire depuis juin et que Bruno Bertez est candidat à la reprise de cette entreprise (1).

En ce début de 1987, on ne peut qu'espérer que les travailleurs du Livre sauront garder leur unité, ils en ont bien besoin !

GÉRONIMO

(1) Mais pas à n'importe quel prix ! Bertez, jouant habilement de la division, dit que le secteur « préparation » (photocomposeurs, photogreveurs, correcteurs...) n'est pas assez productif. Le secteur « impression » (rotativistes) n'étant pas attaqué par lui !

PAYS BASQUE

Réinsérer pour diviser

Le mouvement basque reste une des principales victimes de la répression à laquelle le gouvernement français participe activement. Le voyage de Chirac à Madrid, les nombreuses rencontres franco-espagnoles montrent bien que la collaboration policière entre les deux pays est totale. Vingt et un réfugiés ont été expulsés depuis le mois de juillet 1986, suivant la procédure de l'urgence absolue. Deux autres réfugiés l'ont été en application de la loi de septembre 1986, pour situation irrégulière. Présentés à l'Audiencia Nationale (1), ils ont été inculpés pour la plupart d'entre eux.

Cinq autres réfugiés sont écroués sous mandat extraditionnel : Bereciartua, titulaire du statut de réfugié politique, pour lequel la Chambre d'accusation de Pau a rendu un avis favorable; Andoni Zelaya, dont l'avis favorable a été rendu le 26 novembre 1986; même chose pour Carlos Arriaga (ses avocats ont déposé un pourvoi en cassation), pour Gabriel Urrizar et Jesus Jimenez. Comme on le voit, la situation des réfugiés est précaire. D'autant que la Commission de recours continue d'opposer un refus quasi systématique aux demandes de statut des réfugiés basques.

Le gouvernement espagnol, qui depuis longtemps essaie de résoudre la question basque par la répression, avait lancé en janvier dernier

un plan de réinsertion sociale. Celui-ci proposait à certains réfugiés de rentrer en Espagne sous certaines conditions, notamment d'arrêter la lutte. Ce plan de réinsertion pose plusieurs problèmes. D'une part, celui de la position du réinséré qui, dans le meilleur des cas, sera marginalisé.

Par ailleurs, tout le monde a encore à l'esprit l'assassinat de Yoyes, une des dirigeantes historiques de l'E.T.A., rentrée au Pays basque, après s'être réinsérée, survenu en décembre dernier. Evidemment, ce type d'action est condamnable et constitue une erreur politique grave qui a été utilisée par le gouvernement pour diviser le mouvement. M. Joseba Azcarraga, parlementaire du P.N.V. (parti nationaliste basque), qui se targue d'avoir œuvré pour la pacification du Pays basque en négociant les réinsertions, accuse aujourd'hui l'E.T.A. (notamment la frange « radicale » de l'organisation [2])

refuser de se faire les complices, par le silence, de la répression contre un mouvement à laquelle le gouvernement français participe activement.

MARTINE

(1) « Audiencia Nationale » : tribunal national, sorte de cour d'assises.
(2) Deuxième génération de militants, qui avaient une dizaine d'années sous le franquisme.

(3) Alternative K.A.S. : base de négociation qui demande l'amnistie politique de tous les prisonniers politiques basques; les libertés démocratiques et notamment la légalisation des partis indépendants; le retrait d'Euskadi des forces d'occupation (Garde civile, Police nationale); amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires; un véritable statut d'autonomie incluant la Navarre, avec l'euskara comme langue officielle; le droit de contrôle sur les forces armées et la possibilité de faire ses propres choix économiques.

(4) Herri Batasuna : coalition électorale, créée à l'origine pour soutenir l'alternative K.A.S.



de faire des pressions et de maintenir un climat de terreur vis-à-vis des réfugiés qui souhaiteraient cette réinsertion.

Il affirme également que « cette réinsertion sociale est nécessaire, mais pas suffisante : elle permet d'affaiblir l'E.T.A., mais pas de résoudre à elle seule le problème de la violence ». Poser le problème de la réinsertion sociale comme le fait Azcarraga, c'est oublier l'alternative K.A.S. (3), coordination abertzale socialiste qui est une alternative en cinq points sur laquelle E.T.A. propose depuis 1977 un cessez-le-feu. C'est également poser le problème de la question basque, non plus en termes politiques d'un peuple revendiquant son autonomie, et c'est faire fi du résultat des dernières élections régionales qui ont vu la progression de Herri Batasuna (4) en voix et en sièges.

De plus, Herri Batasuna se déclare prêt, pour la première fois, à participer aux institutions autonomistes. Dire alors que le plan de réinsertion sociale servira à résoudre en partie le problème basque, et à isoler E.T.A., c'est être en dehors des réalités. Ce programme de réinsertion sociale avait pour but d'isoler petit à petit la communauté des réfugiés en Euskadi-Nord. Compte tenu des dernières élections, ce plan s'avère être un échec.

Résoudre le problème uniquement par une répression tous azimuts, qui a pourtant amplement démontré qu'elle ne résolvait rien, c'est refuser de considérer le problème basque comme un problème politique. Aujourd'hui, il s'agit de



Plus jamais ça ?

Un million de jeunes (et de moins jeunes) dans les rues de France pour hurler « Plus jamais ça ! » après l'assassinat de Malik Oussekiine, mort sous les coups de gourdin et de bottes des C.R.S... Un million de personnes, révoltées d'apprendre avec trois jours de retard le meurtre d'Abdel, abattu par un flic « bourré » dans un bar de Pantin... Un million à être scandalisés par la remise en liberté du C.R.S. Burgos, meurtrier de Loïc Lefèvre... Un million à avoir envie de vomir en écoutant Pasqua et Chirac couvrir cyniquement leurs policiers assassins...

Pourtant ! Le cercueil de Malik n'était pas refermé que déjà d'autres tombaient sous les balles et les coups des forces de l'ordre. Le 18 décembre, on apprend la mort « mystérieuse » de Farid El Orabi, 21 ans, dans un commissariat de La Rochelle. Les flics ont, évidemment, leur version : un accident regrettable que des gens mal intentionnés veulent monter en épingle. Farid avait 1,7 grammes d'alcool dans le sang, il avait respiré de la colle et avalé du Tranxène. Mort toxique ? Même si la famille affirme avoir constaté la présence de coups et du sang sur son visage...

Le 26 décembre, à Toulouse, Jean-Paul Correia Martins, 20 ans, est abattu pour avoir tenté de semer la voiture de ses poursuivants. « Légitime défense », plaident les policiers. Air connu ! Et puis, la victime avait un casier, alors ? Quant aux « voltigeurs » qui, dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, ont stoppé la courte vie de Malik sous une porte cochère, ils ont été bien sûr interrogés par leurs collègues... mais n'ont pas été trop inquiétés. Un seul a été suspendu de ses fonctions... pour avoir perdu son flingue lors du matraquage, et c'est marre ! Alors le « plus jamais ça ! » risque d'être longtemps un vœux naïf et pieux.

Les familles des victimes des violences policières ont créé un comité pour que toute la lumière soit faite sur l'action des flics, notamment lors des manifestations étudiantes, et pour que les responsables soient sanctionnés (1). Cette initiative embarrassera beaucoup le ministère de l'Intérieur : raison de plus pour la soutenir !

GIL

(1) Comité des familles de victimes des violences policières, c/o Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris (C.C.P. n°21 825 D, Paris, avec la mention « Comité des familles et de solidarité aux victimes des violences policières »).

La Bête

Le mouvement étudiant et lycéen, ceux de la R.A.T.P., des cheminots et des marins : quatre conflits majeurs que le gouvernement s'avère incapable de « traiter » correctement, même de son propre point de vue; quatre preuves éclatantes d'incompétence en trois semaines, c'est beaucoup, et l'on en sourirait si les étudiants n'avaient pas payé aussi cher leur victoire et si l'on pouvait être assuré que dans les prochains jours on n'emploiera pas à Paris-Nord, à Chambéry ou ailleurs les mêmes méthodes qu'aux Invalides et rue Monsieur-le-Prince. Quant aux feintes et aux esquives du jeu politique, savoir si Chirac « tient » Pasqua ou si c'est l'inverse, si tel ou tel parle ou ne parle pas, pense ou ne pense pas, c'est sans importance.

Ce qui compte, c'est que le mal absolu s'est manifesté une fois de plus. Pour ceux de ma génération, ce n'est pas nouveau : lorsque nous sommes nés, la Bête était depuis des années déjà en marche vers les ténèbres où elle nous conduirait tous si nous n'y prenons garde, avec sa face de bouffon en Italie, sa face de brute en Allemagne, sa face papetarde et fessue en Espagne. Et elle est toujours présente : c'est elle qui assassine Sacco et Vanzetti, Martin Luther King, Olaf Palme, Mar-

chenko et Malik Oussekiine ; c'est elle qui torture et emprisonne, c'est elle qui fanatise les enfants d'Iran pour les envoyer à la mort. Tout cela, nous le savions abstraitement : toute une jeunesse vient d'en faire l'expérience concrète.

En d'autre temps, on se serait tourné vers les autorités morales du pays, ceux que beaucoup ont haïs mais que personne n'a jamais pu mépriser : Jean Rostand, Sartre, Beauvoir, ou Camus, le premier disparu et pourtant le plus proche. Mais il n'y a plus de maîtres : il n'y a que des petits-maîtres, des dandies médiatiques, ni nouveaux ni philosophes, leur cul étroit entre deux chaises. Il n'y a plus de maître et ce n'est pas moi qui m'en plaindrais : tout pouvoir est abus de pouvoir et toute autorité suspecte, y compris et surtout celle que les circonstances m'amènent de temps à autre à exercer. A l'opprimé, il reste sa révolte, qui est le commencement de l'homme ; à l'oppressé, il ne reste que ses crimes qui sont les grimaces de l'histoire.

Et certes nous n'en finirons pas avec l'absurde, c'est-à-dire la mort, qui est le scandale et la grandeur de notre condition ; au bout du compte il y aura toujours le bruissement des femmes dououreuses auprès des tombes, au fond du trou un peu de chair pourrissante et meurtrie. Il n'en reste

pas moins que l'homme se définira toujours par sa capacité à se concevoir meilleur qu'il n'est, et il est utile et urgent de projeter des sociétés nouvelles ; mais la première révolution c'est dans chaque conscience qu'elle doit se faire. La révolte est le premier devoir. Rien de bon n'arrivera si la liberté et la dignité de chaque individu ne sont pas préservées, et pour cela il n'y a de recours qu'en nous-mêmes : chacun de nous doit savoir qu'il est à la fois garant et responsable devant tous les autres de ces valeurs fondamentales. Tout manquement, tout compromis sur les principes, toute faiblesse, toute larme versée — car si proche que nous soit la souffrance, on ne pleure jamais que sur soi-même —, tout défaut de notre vigilance est une victoire de l'ennemi. Il faut que la Bête disparaisse, mais il faut la vaincre avec nos armes : employer les siennes serait lui donner raison ; la violence, comme le pouvoir, corrompt celui qui l'exerce. Le combat durera plus longtemps que nous, mais son issue n'en dépend pas moins de chacun de nous, à chaque instant, ici et maintenant. Ce qui en jeu c'est non seulement la dignité, mais la survie même de l'espèce humaine.

Denis RIGAL
29.12.1986

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

• INFLATION DE L'OPTIMISME. S'appuyant

sur les chiffres établis par l'Institut national de la statistique et des études économiques, les instances gouvernementales se gargarisent des résultats obtenus en matière de (dé)inflation. Le chiffre de 2% pour l'année est claironné, et avancé même dans les négociations avec les cheminots pour leur refuser une augmentation des salaires. La réalité, vous vous en doutez, est toute autre. En effet, dans ses calculs moyens, l'I.N.S.E.E. mêle produits finis de consommation, services et matières premières. Ainsi, profitant de la chute du prix du pétrole, on fait baisser la moyenne et on laisse croire à une désinflation alors que le prix des produits et services (qui sont la base de la consommation et la part la plus importante des budgets) n'ont cessé d'augmenter, de 4 à 10% (réparations auto, taxis, cafés, alimentation, etc.). Un calcul prenant en compte les budgets et dépenses réels des consommateurs laisse apparaître une inflation de 8%. La « liberté » des prix annoncé par Balladur ne va que confirmer cette tendance.

• NO SEX. La mairie de Paris vient d'ordonner aux N.M.P.P. de retirer des panneaux publicitaires de kiosques les rendez-vous provocantes des publicités de magazines cul-cul et de messageries roses. En période de fête, elles détournent de la concentration spirituelle. L'outrage aux mœurs religieuses et pudibondes est à l'origine de cette mesure. Il ne peut être question ici de bon goût (ou de morale) puisque les publicités du « Figaro-Magazine » restent en kiosque.

L.Y.

Libération

L'ABERRATION A LA UNE

LES éditos de Serge July ont ceci de commun qu'ils ne laissent pas indifférents, lorsqu'on prend le temps de les analyser sérieusement. Dans les éditions des 8, 9 et 11 décembre, extraite par nous en forme de triptyque, la pensée « julyenne » s'exprime dans ce qu'elle a de plus pontifiant : le côté « moraliste », « donneur de leçons » et « sûr de soi ». Le patron « bléca » de la rue Christiani, dans un style redondant et, à grand renfort d'approximations assénées comme des certitudes, s'essaye à nous faire comprendre le « message profond » dont était porteuse la jeunesse contestatrice de cet automne 1986.

Il démêle pour nous, avec une patience et une profusion de détails, qui confine à la « leçon magistrale », les fils ténus de la crise de société et les mécanismes complexes de la crise politique. Serge July se permet à cette occasion de nous faire partager ses propres interrogations, ses angoisses existentielles d'ancien « révolté » et ses pseudocertitudes du moment comme autant de vérités tangibles, validées par les faits — les derniers événements et la mobilisation unitaire de la jeunesse —, porteuses d'un ensemble de réponses et clés nouvelles pour le futur.

« La politique du cynisme »

Sous ce titre, le 8 décembre, Serge July engage sa réflexion sur la mécanique gouvernementale et sa totale inadaptation à trouver les réponses adéquates aux questions et à la mobilisation de la jeunesse. Il nous fait remarquer l'« impuissance » de l'équipe en place « à comprendre la nature profonde de ce mouvement, de ce qui fait son exceptionnelle singularité ». C'est l'« expression caricaturale du cynisme politique » qui en serait le véritable motif.

Le clou est enfoncé encore un peu plus quand il écrit : « Le cynisme est une composante irréductible de la politique. Le drame pour un leader ou pour un gouvernement, c'est quand cet ingrédient tient lieu de pensée exclusive ». Pour July, il s'agit donc d'une question de dosage. Le cynisme n'est pas tant un problème, car il semble être à la politique ce que l'oxygène est à la vie : nécessaire.

Si le cynisme devient « pensée exclusive », il conduit à l'impasse et induit l'autoritarisme. Mais s'il se trouve être un « ingrédient » habilement dosé, alors là il deviendra un mal « nécessaire ». C'est en réalité ce que l'on est conduit à penser en lisant July. Ici, l'idéologie de la nouvelle gauche ou gauche libérale et la politique du réel affleurent de manière manifeste. En écrivant cela, Serge July avalise à postériori les « saloperies » perpétrées par la gauche entre mai 1981 et mars 1986. Les Chevènement, Fabius, Deferre, Henu et autres fantoches de la social-démocratie trouvent leur salut dans le fait qu'ils n'ont soupoudré leur cuisine politicienne que d'une dose de cynisme.

L'armée à l'école, avec son corollaire : la Marseillaise, pour nos chères petites têtes blondes ; les centrales nucléaires hérissant le sol français ; les camps de rétention pour les sans-papiers ; les extraditions de militants basques et/ou italiens ; le bateau de Green Peace coulé au large de la Nouvelle Zélande ; les restructurations économiques et industrielles avec leurs cortèges de licenciements ; les affaires « juteuses » autour du Carrefour du développement... autant de « cynismothérapies » employées à doses homéopathiques.

July ne nous en parle même pas. Oublié tout ça ! Il est vrai que le repas servi durant cinq années est dur à avaler pour quelqu'un qui a dû sabler le champagne en mai 1981. Le militant maoïste de 1968 a troqué le petit livre rouge contre un

catéchisme à l'eau de rose. Aussi, il lui semble plus important de dissenter sur la teneur des affrontements politiques et les conséquences de cet épisode difficile de la cohabitation chiraco-mitterrandienne que de se questionner sérieusement sur la nature profonde de la contestation des jeunes.

Une défaite en rase campagne

Le 9 décembre, Serge July se replonge de nouveau dans l'analyse des soubressauts du microcosme politique. Des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens sont mobilisés et empruntent la voie royale de la « démocratie directe » pour faire reculer un gouvernement aux abois, mais July ne s'en soucie guère ou bien en parle sans engager une réelle réflexion sur le sujet.

Il semble se complaire dans l'agencement des rôles « du réel », « du probable » ou « du possible » dans un futur électoral. Il compte les points, bons ou mauvais, attribués des « billets d'honneur » ou délivrés des bonnets d'âne au personnel politique ; avant d'envisager de décerner un hypothétique diplôme de présidentiable en puissance. Pour en revenir à la jeunesse et plus précisément au mouvement qui vient de secouer le pays, July parle de « son exceptionnel cynisme »... dit qu'il échappe « à la logique des affrontements gauche-droite » et, retour à la case départ, nous affirme que « le mouvement a en effet fonctionné comme un révélateur chimique de la gestion chiracienne ».

Encore une fois, le patron de Libé nous montre du doigt les effets néfastes de l'ère libérale. Sur ce point, nous sommes entièrement de son avis. Mais très rapidement, nos routes s'éloignent car, pour tordus qu'ils soient, les hommes du Pouvoir — et notamment Chirac — trouvent en une circonstance grâce aux yeux de July. C'est quand le

chef du gouvernement « a tenu à consulter longuement (...) les leaders syndicalistes ». Et il poursuit : « Il a été bien inspiré ».

Quand nous savons que les leaders syndicalistes — les Bergeron et Maire — sont allés demander à Chirac de retirer le projet, car ils étaient épouvantés à l'idée d'affronter la contagion contestatrice dans le monde du travail, on comprend alors que July puise dans l'inspiration chiracienne la source de son contentement. Monsieur July ne s'entête-t-il pas à nous répéter sans cesse que la lutte des classes est quelque chose de dépassé, de ringard ou de rétro ? Faisant ainsi écho aux Maire, Ségala et consorts !

Ce réaliste de l'heure, ce pragmatique du quotidien ne s'embarrasse pas — ou plus — d'idéologie. Vieilleseries que tout cela ! Mais ce prêtre (idéologique) détroqué, réenfile allègrement un « futaal » rose pour nous avertir : « Mitterrand aussi a subi une défaite idéologique et politique sur l'école privée. Et lui aussi a du retirer son projet. A ceci près qu'il a fait de ce retrait le tremplin d'une contre-offensive politique (...) et (...) en succédant à Mauroy, Fabius changeait ipso facto l'image de la gauche. (...) Chirac ne dispose pas de cette possibilité. »

Plus loin, à l'aide d'une habile analyse dialecticienne, il assène : « Chirac ne peut pas changer Chirac ». Ça, on le savait ! Mais on découvre que dans l'absolu, July ne changera pas July. La génération « morale » dont il parle, « qui vient de naître à la politique sur des valeurs qui se marient très mal avec le style chiracien », est effectivement « un acteur imprévu dans le ballet étriqué de la cohabitation ». Mais ce qui a échappé à July, c'est que cette génération ne se satisfait pas plus des « ballets roses ».

La naissance d'une force civique

Le 11 décembre, notre éditorialiste semble vouloir parler du mouvement qu'il qualifie en passant de « civique ». « Ces nouveaux démocrates, ces vigilants des droits fondamentaux qui traduisent en émotion collective les abus du pouvoir politique » n'ont réalisé, écrit-il, avec l'opposition qu'une « jonction précaire ». Plus loin, beaucoup plus loin, en parcourant l'édito, on apprend avec un certain soulagement que « la société française de 86 n'est pas foncièrement conserva-

trice », même si elle n'est pas « pour autant socialiste ».

Et, July de poursuivre : « Voilà pourquoi ce mouvement civique est une chance » car, pense-t-il, « tous nos leaders politiques, socialistes compris » devraient méditer sur l'exemplarité de la démonstration de la jeunesse. Sur ces quelques constats secs, nous ne pouvons qu'être d'accord avec July. Comme lorsqu'il dit que « le mouvement de décembre témoigne d'une formidable maturation de la société civile ». Ouh là y a un hic, c'est quand il tente de qualifier d'un trait les affirmations précédentes, en écrivant : « Ni violence ni politique : la simple évidence du droit ».

Si la jeunesse a su, tout au long du mouvement, défendre jalousement son indépendance (son autonomie) vis-à-vis de toutes les officines politiciennes, elle a fait acte beaucoup plus d'antipolitisme que d'apolitisme, comme l'a souligné très justement Kathleen Evin dans le *Matin* du 5 décembre. Le fait que ce soient des assemblées fournies, des manifestations de rue et une mobilisation imposante, hors de toute stratégie, qui aient fait reculer un gouvernement, n'annonce-t-il pas une remise au goût du jour de ce qu'il est convenu d'appeler l'« action directe », la gestion directe du mouvement et l'antiparlementarisme, pour ne pas dire l'antiparlamentarisme ?

Peut-on passer sous silence le fonctionnement des diverses coordinations locales ou nationale sur la base de la démocratie directe ? Peut-on ne pas parler de l'absence quasi permanente de magouilles ? Et, si des tentatives ont été menées, elles ont très vite été tuées dans l'œuf. Exit Mlle Thomas et M. Dariulat...

July n'a pas éprouvé le besoin d'en parler dans ses éditos. C'est un choix ! Pourtant, sans penser que ce mouvement fût une contestation d'essence libertaire, nous pouvons affirmer que son déroulement, sa gestion interne et son aboutissement sont autant d'éléments qui font penser à ce mouvement (libertaire). L'antipolitisme de la jeunesse, l'action non violente qu'elle conduit, sa volonté d'indépendance et le fait qu'elle emprunte des voies non parlementaires sont des gages pour l'avenir. La rue a gagné une fois, elle peut gagner encore...

Edward SARBONI
(Gr. Puig-Antich, Perpignan)

« La guerre c'est la paix ! »

Le ministre de la Guerre (1), M. André Giraud, veut créer un « observatoire de la désinformation » au mois de janvier. Simple hochet pour ministre paranoïaque ou 1984 avec trois ans de retard ? La presse nous apprend que cet observatoire sera composé de journalistes, d'universitaires et de militaires. Traitera-t-il de la désinformation en général (sic) ou se cantonnera-t-il au domaine militaire ? Quelles seront ses fonctions, ses pouvoirs, ses moyens ? Sera-t-il un « machin » de plus ou un instrument efficace du gouvernement ? De tout cela, nous ne savons rien.

La simple présence de militaires entache ce futur organisme de partialité : leur promptitude à se réfugier derrière le « secret-défense » dès qu'ils sont mis en cause (plasticage du Rainbow-Warrior, par exemple) n'a d'égale que leur rapidité à souligner la maigreur de leur budget. Moins spectaculaire mais plus grave, cette initiative s'inscrit dans une constante militarisation de la société : accords Henu-Savary, accords armée-culture... Cet observatoire formalisera (en attendant d'en savoir plus) une situation déjà existante : tel quotidien du soir nous vante sur plusieurs pages les mérites des sous-marins lance-engins, tel autre — plus libéral — exhibe les dernières nouveautés en matière d'armement.

En France comme ailleurs, l'armée envahit la société civile qu'elle est sensée protéger. Pour les réfractaires à l'armée, l'information est primordiale. Un tel observatoire risque de couper les rares contacts avec la presse nationale. Pour ces quelques journalistes atterrés (depuis Henu, nous savons que les réfractaires sont « ringards » 1), une seule solution : les cours de rattrapage de Marie-France Garud (2).

JÉRÔME
(Gr. Paris-XVII*)

(1) Ciel ! de la désinformation.
(2) Lire à ce propos « A bas toutes les armées » (tome 2), en vente à la librairie du Monde libertaire.



ETATS-UNIS

Big Mountain une histoire de pouvoir !

PLUS de 10 000 personnes de la tribu Navajo (ou Diné) étaient censées quitter leurs terres ancestrales avant le 8 juillet dernier à cause d'une nouvelle loi du gouvernement américain. Cette loi, P.L. 93-531, divise le territoire commun aux tribus Hopi et Navajo ainsi que les gens qui le peuplent. Les intérêts économiques des trusts multinationaux passent avant la vie des peuples natifs, et c'est la raison d'être de cette loi : vider le terrain, extrêmement riche en charbon et en uranium, pour l'exploiter.

Les intérêts économiques en présence

Cette raison n'est, bien entendu, pas celle qu'invoque le gouvernement américain, qui se donne le rôle de « médiateur » entre les deux tribus supposées être en conflit. Les « traditionalistes » (par opposition aux « progressistes ») de chaque tribu ne cessent de dire : « nous ne sommes pas en conflit, nous avons fait un pacte de paix il y a des siècles et nous y tenons pour le futur de nos enfants ». Mais les promoteurs ne veulent rien entendre et vont jusqu'à téléviser une fausse « guerre », entièrement fabriquée par une entreprise publicitaire, pour montrer aux Américains que le « bon » gouvernement doit intervenir pour pacifier les « mauvais » Indiens.

Pourquoi tant de dépenses pour cacher la vérité ? Les médias ne présentent que le prétendu « conflit » entre les tribus, mais en réalité l'enjeu économique est énorme : contrôlée par six consortiums, dont plusieurs multinationales, la Peabody Coal Company exploite la plus grande mine à ciel ouvert en Amérique du Nord... située sur la réserve des Navajo. Un de ces consortiums, Bechtel Corp., a construit l'immense centrale électrique dont se sert Peabody et qui produit de l'électricité pour les grandes villes du sud-ouest des Etats-Unis (Los Angeles, Las Vegas, Phoenix, etc.).

Au gouvernement, Bechtel Corp. a le bras long : dans le gouvernement Reagan, le secrétaire d'Etat George Schultz, le secrétaire de la

Défense Caspar Weinberger, le directeur de la C.I.A. William Casey, et d'autres, ont des liens directs avec ce consortium. Quarante-quatre pour cent des centrales nucléaires aux Etats-Unis ont été construites par Bechtel, et, curieusement, 100% de l'uranium américain exploité venaient des réserves indiennes entre 1979 et 1983.

l'armée survolèrent à basse altitude la région de Big Mountain pour intimider les gens et chercher à les faire fuir. La police n'hésita pas à envoyer des agents en véhicules tout-terrain, la nuit, sans phares, pour « surveiller » ce qui se passait alors qu'ils n'ont pas le droit d'entrer sur le territoire indien sans l'autorisation de la police indienne. Ces infractions de la part du gou-

vernement continuent encore maintenant, et les habitants de Big Mountain en ont assez de ce harcèlement.

Du côté de Washington, les choses sont plus positives. Avec le glissement du Sénat vers les démocrates, suite aux élections de novembre 1986, et le soutien de certains membres du Congrès contre l'agression du gouvernement envers les Navajos, de plus en plus d'Américains prennent conscience de l'injustice. En revanche, le gouvernement ne semble pas prêt à remettre en ques-



tion la loi elle-même et renforce le budget de la Commission de réinstallation (*Relocation Commission*) pour continuer de priver les gens de leurs terres et de leurs sites ancestraux.

Cette commission, qui a pour but la réinstallation de la population de Big Mountain, s'est montrée incapable de faire son travail (elle avait eu pourtant cinq ans pour l'accom-

plir). Le Bureau des affaires indiennes s'est donc mis dans le coup : il a commencé par construire des maisons où il n'y avait pas d'eau et a foré des puits dans lesquels l'eau était contaminée par la radioactivité. En outre, des « conseillers » essaient de persuader les gens de quitter leurs terres et prennent note de ceux qui résistent.

Que faire ?

Privés de leurs terres, les Navajos sont coupés de leur religion et de

La situation actuelle

L'échéance du 8 juillet est passée. Malgré les menaces du gouvernement de faire partir de force ceux et celles qui défiaient la loi, il n'y a eu aucun accident, et les résistants, soutenus par de nombreux groupes extérieurs, ont marqué un point.

Mais la victoire fut de courte durée car, peu après, des avions de

Sarah MURRAY COUPLAN

Complément d'informations

La situation présentée dans cet article n'est qu'une des nombreuses formes d'oppression, voire de génocide, des peuples indiens pratiqués par les gouvernements colonialistes installés depuis relativement peu de temps sur le continent américain (nord et sud). Les Indiens ont été systématiquement tués en masse, déportés de leur terre d'origine, « civilisés » par les Blancs.

De nos jours, leur destruction continue : aux Etats-Unis, 40% des femmes indiennes ont été stérilisées en clinique sans le savoir, généralement après leur premier accouchement. Plusieurs tribus ont complètement disparu puisqu'elles ne pouvaient plus s'adapter au mode de vie qu'on leur imposait. La plupart des tribus restantes vivent dans la pauvreté, soumises aux contraintes de la dépendance vis-à-vis du gouvernement, alors que des Blancs font fortune en exploitant leurs terres...

Pour avoir plus d'information, contactez le C.S.I.A. (Comité de soutien aux Indiens des Amériques) : c/o U.C.I.G., 3, rue Clavel, 75019 Paris, et lisez leur publication trimestrielle (« Niassinan »).

JAPON

Comment s'en débarrasser ?

LES vieux, tout le monde le sait, cela coûte cher à la société : frais médicaux, frais d'hospitalisation, etc. Non contents d'être ruineux, ils vivent de plus en plus longtemps et, devenant nombreux, constituent donc une clientèle comptant pour les politiciens. En plus, n'ayant pas le moral ou la santé, ils se suicident pour un rien : au cours des trois derniers mois, onze couples de vieillards se sont suicidés, par désespoir, face à la solitude, la maladie, la misère.

Le gouvernement japonais vient de se rendre compte de tous ces problèmes car le phénomène du vieillissement de la population devient crucial. En effet, ce qui est constaté partout dans nos sociétés occidentales prend, dans ce pays, une accélération inquiétante. Alors qu'il a fallu 30 ans aux Etats-Unis et 70 ans en France pour que la population des plus de 65 ans passe de 7% à 10%, seulement quinze années se sont passées dans le cas du Japon.

Que faire ? On ne peut plus les abandonner dans la neige en montagne comme c'était la coutume, en période de disette, dans le monde paysan (1). En revanche, on envisage de multiplier par 2,5 le prix des consultations médicales à la charge des personnes âgées. Hélas !, leurs moyens d'existence (pécule versé au moment du départ en retraite et pension) n'étant déjà pas bien

importants, on risque de les précipiter dans la misère totale (2). Ils pourraient se plaindre et, ne l'oublions pas, ce sont quand même des électeurs.

Quel dilemme ! C'est alors que l'idée géniale a germé dans un cerveau fécond de technocrate du ministère du Commerce international et de l'industrie (M.I.T.I.). Le



projet « Colomb d'argent » est né : il suffit d'inciter ces nobles vieillards à s'expatrier dans un pays du tiers monde ou en Europe, où, grâce au taux de change et à la valeur du yen, leur niveau de vie pourrait être amélioré sans frais pour le Japon. Aussitôt dit, aussitôt fait, les études ont été menées et l'on prévoit pour les années 90

l'implantation de villages de vieux Japonais.

Ce n'est plus « viens pépé, on va se ballader en montagne », ce n'est pas encore *Soleil vert*, ce serait plutôt « va mourir ailleurs ! ». Les intéressés, eux, ne sont guère enthousiastes : crainte du dépaysement, « impression » que l'on veut se débarrasser d'eux...

Cette illustration de la face cachée du « miracle économique » ne fait que confirmer que la réussite japonaise repose en grande partie sur la surexploitation des travailleurs et l'absence de bien-être dans le domaine social. Ces vieux travailleurs ont, dans les années 60, fait la prospérité du Japon moderne mais peu importe, quand le « citron » est pressé, on peut en jeter la peau !

PASCAL

(Gr. Sacco-Vanzetti)

(1) Cette « délicieuse » coutume, illustrée par le film de Shohei Imamura (« La ballade de Narayama »), était dû à l'extrême misère connue par le monde paysan. Cruauté exotique ? Certes non, au siècle dernier, dans certaines régions rurales françaises, les familles se trouvant dans la même situation réduisaient considérablement les portions de soupe du pépé qui ne voulait pas quitter ce triste monde.

(2) « Le Monde » des 28-29 décembre cite le cas, loin d'être unique, d'un homme de 79 ans « vivant » avec 4 200 francs français par mois, ce qui ne représente en pouvoir d'achat au Japon guère plus de 1 500 FF.

ETATS-UNIS

Et la « Bible » ?

DÉCIDÉMENT l'obscurantisme religieux reprend des forces (divines) : après l'Allemagne, l'Autriche et la France (où les « blasphémateurs » ont connu quelques problèmes), c'est maintenant au tour des Etats-Unis. On savait que le reaganisme avait emmené dans ses bagages des croisés évangélistes prêts à combattre le diable sous toutes ses formes (prière à l'école, succès médiatique des prédicateurs, etc.).

Récemment, ces amateurs de piloris et de feux purificateurs se sont livrés à une chasse aux sorcières pour pourfendre les « mauvais livres » des écoles publiques. Il s'agit de protéger les jeunes contre les « préjugés antichrétiens » en faisant interdire par la justice des livres tels que *Roméo et Juliette* (Shakespeare) et « glorifie le suicide des jeunes », *Macbeth* (à cause du chœur des sorcières), *l'Histoire de Léonard de Vinci* (la Renaissance serait une période trop humaniste)...

Il s'est même trouvé un juge fédéral, dans le Tennessee, pour admettre la plainte de quelques familles jugeant que le programme des écoles publiques de la région encourageait l'occultisme, la sorcellerie, le féminisme (sic) et le manque de respect. En conséquence de quoi, il a déclaré que les autorités ne pouvaient imposer aux élèves des livres violant leurs convictions religieuses et que les enfants pouvaient donc s'abstenir de suivre les heures de lecture et d'apprendre à lire à la maison. Que les enfants puissent avoir une liberté de choix, nul ne l'a envisagé.

Outre le risque que ces enfants soient totalement soumis à l'obscurantisme de leurs familles, une telle décision (si elle était confirmée en appel) pourrait inciter les éditeurs à adopter une sainte et prudente autocensure. Songeons à ces pauvres gosses d'évangélistes, que leur restent-ils pour apprendre à lire ? La Bible, peut-être, cet ouvrage rempli d'histoires de massacres, de violences, d'incestes... Bonne lecture, les petits !

G.H.

R.F.A.

Situation des « grünen »

La dernière assemblée générale des « verts » français a levé tout doute quant à leur participation à la formation d'un espace politique alternatif, dont la conséquence la plus évidente aurait été la cohabitation avec les « derniers vestiges de la gauche critique » et, pourquoi pas, avec des communistes rénovateurs. Les « verts » français n'ont pas voulu faire de leur mouvement un nouveau P.S.U., rangé au côté du Parti socialiste comme force d'appoint. Ce refus d'une alliance des « verts » et des « roses » a tenu à la nette victoire des « fondamentalistes » sur les partisans de l'ouverture, victoire d'un dégauchissement du mouvement.

Cette situation est vécue également en R.F.A. Les « grünen » (« verts » allemands) sont partagés en plusieurs tendances dont l'identité des sensibilités recoupe celle des « verts » français. Leur dernier congrès fédéral de Nuremberg (du 26 au 28 septembre 1986) a fait apparaître les mêmes tensions entre « réalistes » et « fondamentalistes » et les mêmes tâtonnements, mais le positionnement des « grünen » à l'endroit d'une alliance avec les « rouges » (S.P.D., parti socialiste) est resté beaucoup moins tranché.

La présentation des « grünen » que nous vous proposons est une adaptation très libre d'un texte d'un de leur membre, députée de l'Alliance verte alternative au Parlement européen. Il présente de l'intérieur les débats qui parcourent ce mouvement, notamment à propos de l'indépendance politique par rapport au S.P.D.

La déclaration d'A. Waechter, nouveau porte parole des « verts » allemands : « l'affirmation de l'identité écologiste n'est pas compatible avec la formation d'un cartel hétérogène (...) », bien que sèche et significative du recentrage, situe tout de même le cadre des enjeux à la veille des prochaines élections législatives en Allemagne (25 janvier 1987) dans ce parti des « verts » allemands. La cohésion des trois principaux courants : les « réalistes », les « fon-

damentalistes » et les « centristes » (à peu près égaux en nombre), est cependant incomparablement plus forte que la « tendresse » de certains propos échangés ou les divergences de stratégie ne le laisseraient supposer.



Les « réalistes »

Les « réalistes » retiennent surtout la partie « compromis » de l'électorat des « grünen ». Ils estiment que leurs 5 à 6% de voix, leurs 42 000 membres et le soutien des nouveaux mouvements sociaux leur permettent de s'« acquerir » au pouvoir avec la social-démocratie, et ses 38 à 44% de l'électorat, ses 900 000 membres et sa tradition d'ancrage dans les syndicats. Aussi, toute leur stratégie est-elle d'« œuvrer pour une majorité « rouge-verte ».

Ils plaident ouvertement pour une coalition S.P.D.-« grünen » (1). Or, qui dit coalition pense ministres. Comme les maroquins potentiels sont rares, ils misent sur quelques promis et cajolent les pouillains promus maîtres en art médiatique, donc susceptibles de

gagner le tiercé. Leur point de mire se concentre sur le plus populaire des « grünen » dans l'opinion publique, mais leur fief est en Hesse, seule région jusqu'ici dirigée par une coalition « rouge-verte ».

Du haut de leur citadelle, le ministère de l'Environnement, gagnée à force de discussions et de trocs traditionnels entre partis, ils ont réussi à contraindre le S.P.D. à faire couler le fric sur la scène « verte » alternative (financement d'entreprises alternatives) et s'assurent ainsi la fidélité d'une clientèle (2). L'autre force des « réalistes » est de séduire une certaine presse libérale de centre-gauche qui se plait à louer ces « spontis » reconvertis tardivement au parlementarisme et contribue à long terme d'articles à façonner dans l'opinion publique l'image que les « réalistes » sont le moindre mal parmi les « grünen ».

Les « fondamentalistes » et les « centros »

Les « fondamentalistes » attachent quant à eux beaucoup plus d'importance au programme. Aussi insistent-ils sur l'attente de leur électorat. A savoir qu'une fois au gouvernement, les « grünen » devraient absolument tenir les engagements de leur programme et leurs promesses électorales, ce contrairement aux autres partis politiques. Ils rejettent le culte de la personne et aiment rappeler la phrase de Kurt Tucholski lors de la première participation des sociaux-démocrates au gouvernement : « La social-démocratie se croyait au pouvoir, pourtant elle ne se trouvait qu'au gouvernement ».

Les « fondamentalistes » refusent par conséquent une participation des « grünen » au gouvernement si la note à payer signifiait repâtage du programme, cosmétique de leurs radicalités et vernis de leurs utopies. A la limite, ils conçoivent un soutien ponctuel des « grünen » à un gouvernement S.P.D. minoritaire, mais sous conditions claires et définies à l'avance : d'abord assurance et vote au Parlement d'un retrait des fusées américaines, de la fermeture immédiate de toutes les centrales nucléaires, etc. ; et ensuite, « tolérance », c'est-à-dire élection d'un chancelier social-démocrate.

De « fondamentalistes », leur surnom évolue en « toléros ». Ils pensent en société de classes et démythifient l'idéologie de croissance. Laboratoire à idées et outil d'analyses, ils suivent une stratégie de travail et d'action en vue d'un élargissement et du renforcement des nouveaux mouvements sociaux en convergence avec la frange contestataire des syndicats.

Les « centros » forment un troisième bloc, qui n'existe que fictivement pour les besoins de la cause. Ce sont ceux qui oscillent inlassablement entre leur volonté de renverser le pesant chancelier Kohl et leurs doutes qu'une majorité parlementaire puisse réellement suffire à inverser le cours de l'histoire.

Relations internationales

(1) Willy Brandt est le secrétaire du S.P.D., Johannes Rau est son candidat chancelier.

(2) Par la voix de J. Rau, le S.P.D. veut une majorité absolue au Bundestagswahl. Pourtant, une seule fois dans l'histoire de la R.F.A., cet objectif a été atteint par un conservateur, Adenauer. Or, Rau crie à qui veut l'entendre ne pas vouloir sous quelque forme que ce soit gouverner avec les « grünen ». Le seul but de la social-démocratie, exprimé ouvertement par la prétendue aile gauche du S.P.D. (par Lafontaine, par exemple), est d'occuper verbalement et physiquement le terrain politique des « grünen ».

Comparaison des positions « vertes » et « rouges » en matière de désarmement

Les « grünen » veulent :	Le S.P.D. veut :
1. Le retrait immédiat, unilatéral et sans condition des Pershing et Cruise missiles.	Négociations pour supprimer Pershing et Cruise missiles.
2. La diminution drastique du budget militaire, principalement de la recherche et du développement, des armes offensives, etc.	Gel du budget militaire au niveau de celui de 1982 et, éventuellement, quelques diminutions à partir des années 90, par étapes.
3. Rompre le contrat avec les Etats-Unis du W.H.N.S. (assistance mutuelle et aide pour les conflits en dehors de l'O.T.A.N.).	Rupture du contrat W.H.N.S. avec les Etats-Unis (?). W.H.N.S. : Wartime Host Nations Support.
4. Une stratégie de désarmement unilatéral.	Négociations et recherche d'accord dans le cadre d'une politique de sécurité réciproque.
5. Le retrait de l'O.T.A.N. et le blocage de toutes initiatives tendant à européaniser la défense (blocage de la revitalisation de l'U.E.O., Union européenne occidentale), et de la militarisation de la C.E.E.	Maintien de la R.F.A. dans l'O.T.A.N. Réforme de l'O.T.A.N. pour renforcer le pilier européen dans l'Alliance atlantique par réactivation de l'U.E.O., la militarisation de la C.E.E. (Communauté économique européenne), etc.
6. Découplage de la R.F.A. avec les Etats-Unis et retrait de toutes les troupes étrangères basées en R.F.A.	Maintien des liens avec les Etats-Unis et maintien de toutes les troupes étrangères basées en R.F.A.
7. Dissolution des blocs et création d'un système européen de paix, sans militaires, ni bloc.	Dans un avenir prévisible, politique de sécurité réciproque dans le cadre des alliances existantes et sous la tutelle dans chaque bloc de la puissance dominante ; à long terme rendre les blocs superflus en accord, dans chaque camp, avec la puissance dominante et installer en Europe un système de paix.
8. Rupture avec la politique de dissuasion, retrait unilatéral et total de toutes les armes A et C de R.F.A., comme pas sur le chemin d'une Europe sans moyens de destruction de masse allant de la Pologne au Portugal.	Maintien du parapluie atomique américain et d'un minimum de forces de dissuasion, c'est-à-dire réarmement conventionnel, etc. ; à long terme seulement, suite négociations, vision d'une zone non nucléaire de l'Oural à l'Atlantique.
9. Politique conséquente de ne pas menacer d'autres Etats et peuples, refus de toutes politiques agressives des militaires.	Incapacité structurelle d'agression, sans renoncement aux forces offensives et à la composante nucléaire.
10. Suppression des armées en R.F.A. et organisation de défense sociale.	Capacités suffisantes de défense militaire, maintien des armées et reconversion à une incapacité structurelle d'agression.
11. Fort mouvement extraparlimentaire pacifiste, confiant en sa propre force pour atteindre les buts énoncés ci-dessus par les moyens de la désobéissance civile.	Mouvement pacifiste qui soutient la diplomatie de détente et de contrôle des armements suivie par un possible gouvernement S.P.D. et qui respecte les règles du jeu du système dominant.
12. Elargir le refus du consensus de sécurité imposés par ceux qui régissent, ébranler la légitimité de cette politique.	Consolider le consensus de sécurité dominant, renouer avec la légitimité pour renforcer cette politique.



Le village de Wackerland.

BRÉSIL

Ça milite dans tous les coins

NOS compagnons brésiliens nous informent que le 15 novembre 1986, ont eu lieu des élections correspondant à la nomination des gouverneurs, des députés et des sénateurs à l'Assemblée constituante. Cette assemblée a pour tâche principale d'œuvrer à l'élaboration de la nouvelle Constitution brésilienne.

Partant du principe que cette assemblée, composée d'une large majorité conservatrice, ne fera absolument rien et n'apportera aucun changement en faveur du peuple brésilien, les libertaires se positionnent contre un quelconque espoir venant de cette constitution. Ainsi, le Cercle d'études libertaires a lancé un manifeste appelant au boycottage de ces élections... Le vote étant obligatoire au Brésil, nos camarades appellent à voter nul.

Les 8 et 9 novembre eut lieu une rencontre anarchiste à Brasilia. Le thème central de cette rencontre fut axé sur la possibilité de réorganiser le mouvement anarchiste : divers camarades envisagent la mise sur pied d'une fédération anarchiste ; d'autres désirent, dans l'immédiat, consolider les groupes existants et œuvrer à la création de nouveaux groupes... puis, dans un futur plus ou moins proche envisager la création d'une fédération. Cette rencontre se déroula à l'université de Brasilia.

Les éditions « Les Temps Nouveaux » ont édité un livre intitulé *Les anarchistes et les élections* ; il s'agit d'un ensemble de textes de différents auteurs portant sur l'inutilité des élections. Les livres précédemment édités se rapportent à Proudhon (*Pluralisme et autogestion*, de Jean Banca) et à Marx (*Les anarchistes jugent Marx*, de divers auteurs). Ces bouquins sont actuellement largement diffusés.

Donnant suite à leurs activités, nos camarades du Centre d'études libertaires de Rio de Janeiro ont organisé un meeting sur le thème : « Nietzsche et la politique ». Ce meeting, animé par le professeur C. Ulpiaro, attira un public s'élevant à 60 personnes (ce qui, pour le Brésil, représente un certain succès). L'intérêt manifesté par ces personnes a eu pour résultat de prolonger les débats durant plus de deux heures.

Le Centre de culture sociale de São Paulo continue ses activités avec l'organisation de débats publics portant sur l'éducation libertaire. Le 22 novembre, le professeur Fernando Mota a animé un débat sur : « Organisation et pouvoir, l'Etat, l'école et la presse ». Par ailleurs, nos camarades de São Paulo ont, eux aussi, largement répandu le manifeste contre les élections du 15.11.1986.

Relations internationales

« Un mineur français chez les Russes »

Nous publions cette semaine la seconde et dernière partie d'extraits de l'ouvrage de Kleber Legay, écrit suite à son voyage en U.R.S.S. en 1936 (Cf. M.L. n°644).

A PRÈS huit jours de séjour forcé à Moscou, le 13 novembre, à 22 heures, nous partons pour le bassin du Donetz. Après une longue nuit de chemin de fer, nous arrivons le lendemain soir à Gorlowka, centre minier très important.

Le travail des femmes dans les mines

Le lendemain matin, on vient nous chercher pour visiter la mine de Gorlowka. Au long de notre parcours au fond, nous rencontrons des femmes occupées à tous les travaux, sauf ceux de l'abatage. Sur 45 personnes que nous avons pu rencontrer, j'ai compté 22 femmes. Elles sont occupées à des travaux légers, nous avait-on dit la veille : quelle mensonge !

Nous en avons vu à front de taille, dans les conditions suivantes : au pied d'une taille en exploitation en demi-verticale, se trouvaient trois femmes. Deux d'entre elles étaient obligées de charger 20 à 25 tonnes de charbon provenant de la taille dans des berlines d'une contenance d'une tonne et demie. Une autre était occupée à l'avancement avec un ouvrier abatteur. Ce travail consiste à rejeter plusieurs mètres en arrière de 18 à 20 tonnes de charbon, pour un salaire de 180 roubles par mois, alors que son camarade homme, qui est un stakanoviste en gagne 700... Ce dernier ne peut gagner cette somme que dans la mesure où la femme maintient son effort.

J'ai interrogé une des deux femmes chargeuses, âgées de 28 ans, elle m'a dit gagner, pour son travail très pénible 150 roubles par mois. Lui ayant demandé si elle ne préférerait pas travailler au jour, l'interprète m'a répondu qu'elle gagnait plus au fond. Mais alors, les salaires du fond n'étant que de 5 roubles, et supérieurs à ceux du jour, quels doivent être les salaires des femmes du jour ? Comme je manifestais ma surprise d'en voir une à front de taille, en plein danger, on me répondit qu'on ne l'obligeait pas à faire ce travail ; que c'était elle-même qui l'avait demandé afin de gagner davantage.

Des conditions de travail déplorables

Enfin, à la mine, je suis dans mon élément ; je suis certain qu'on ne me roulera pas ; d'ailleurs dès les premières discussions on a dû s'en apercevoir. Les hommes en abatage sont-ils moins malheureux ? C'est ce que nous allons voir. L'exploitation se fait par gradins de 20 mètres, le pied de la taille marchant en avant de sorte qu'il se trouve à plus de 30 mètres en avance sur le haut. La mine est grisouteuse, à dégagement spontané, nous a-t-on dit. Dans chaque gradin, on laisse partir le charbon au fur et à mesure qu'il est abattu. Lorsque les huit gradins sont en pleine production, on devine quel est l'état atmosphérique d'un pareil chantier.

Ajoutons, pour être complet, qu'on ne procède à aucun remblayage. Au cours de notre visite, avouons-le franchement, nous avons eu la frousse. Les terrains du toit sont soufflés, cassés, le boi-

sage est extrêmement mauvais. Les dangers, selon nous, étaient tels, que nous ne sommes pas montés jusqu'en haut de la taille. En France, aucun mineur n'accepterait de travailler dans des conditions semblables.

À la remonte du puits, je demande au directeur de nous autoriser à visiter les lavabos. Il y consent volontiers et grande est notre stupéfaction de constater les faits suivants : d'abord que l'on ne peut qualifier cela de « lavabo », mais en réalité que ce n'est qu'une pétardière. Si on obligeait nos mineurs français à se servir d'un pareil local, qu'est-ce qu'on entendrait ! À notre entrée, nous trouvons des groupes de travailleurs nus comme ver au milieu de femmes qui reçoivent leurs habits sales. Des ouvriers lavés passent, nus, un à un, devant

17 h 50, la cinquième à 21 h 45 et la sixième à 23 h 50.

— Comment se fait-il qu'en face de l'heure de descente d'une équipe ne soit pas indiquée l'heure de remontée, ai-je alors demandé ? Quel intérêt avez-vous à former un si grand nombre d'équipes ? Comment vous est-il possible de contrôler efficacement la durée du travail ? Je ne vois pas bien de quelle façon avec un système pareil, brouillé à plaisir, un délégué mineur peut surveiller le temps de présence du personnel au fond de la mine ?

— Il n'est pas besoin d'indiquer le temps de la durée du travail de chaque équipe, m'a-t-on répondu, les ouvriers savent lorsqu'ils doivent remonter.

C'est la seule réponse qu'il m'a été possible d'obtenir sur toutes les

ceux qui, avant nous, sont venus en U.R.S.S.

Avant tout : le rendement

On nous a fait connaître une méthode que nous ne recommandons pas dans les mines françaises. Je pense, et beaucoup seront de mon avis, que les cadres techniques d'une mine, en raison des responsabilités qu'ils supportent, doivent avoir la possibilité, sous le contrôle des syndicats, d'organiser le travail, compte tenu des besoins de la production et de la sécurité du personnel qu'ils ont la charge d'assurer.

En Russie, si j'en crois les renseignements fournis, les choses ne se passent pas ainsi. Le principe essentiel mis en avant est celui de l'économie dans la production : produire le plus possible et au plus bas

pendant la durée des travaux d'exploitation, les parties déshouillées soient complètement balayées par un courant d'air frais suffisant pour en chasser le grisou et le faire monter au jour. La méthode soviétique, après l'exploitation, fait l'inverse. Le courant d'air chasse continuellement le grisou dans les parties exploitées, ce qui constitue des réservoirs de grisou d'une puissance indescriptible. Si une explosion venait à se produire dans un chantier et si par malheur celle-ci, faisant chalumeau, venait à atteindre ces réservoirs de grisou, on devine les ravages qu'une telle explosion entraînerait. La catastrophe serait d'autant plus formidable que d'énormes dépôts de dynamite sont constitués au fond des mines (500 kg à Makeika), chose formelle-



d'autres femmes, afin de se faire remettre leurs habits propres. Un seul lavabo existe pour l'ensemble du personnel, femmes et hommes. À l'heure de la montée ou de la descente d'un poste régulier, les uns et les autres font leur toilette ensemble.

L'organisation du travail

Une fois lavés, nous engageons de nouvelles conversations avec les dirigeants du puits. Quelque chose m'intéressait spécialement : connaître la durée exacte du travail. J'aborde un ingénieur et par le truchement de notre inséparable interprète officiel, je l'interroge :

— Comment sont organisées la descente et la remontée du personnel, comment sont organisées les équipes pour la constitution des postes ?

— Seules sont indiquées sur le tableau que vous voyez les heures de descente. Les ouvriers sont divisés en six équipes. La première descend à 5 h 45, la deuxième à 11 h 50, la troisième à 13 h 45, la quatrième à

questions ci-dessus. Je continue à interroger l'ingénieur :

— Quelle est la durée réelle du travail au fond de la mine ?

— Pour les ouvriers occupés à l'abatage, ce qui représente 18 à 20% du personnel, la durée de présence au chantier est de six heures. Pour le reste du personnel, femmes comprises, elle est de sept heures.

— Comprenez-vous, dans cette durée, le temps nécessaire à un arrêt de travail pour manger ?

— Non, il n'est pas d'usage d'arrêter le travail pour manger, la journée de six ou sept heures permettant de faire le poste sans aucun arrêt.

— Si je saisis bien, dis-je, ne sont compris dans vos sept heures de présence à la mine ni le temps nécessaire pour la descente, la remontée, le parcours au fond, pour l'aller et le retour du chantier.

— C'est bien cela, me répond-on, la durée du travail est le temps effectif occupé à produire, le reste s'ajoute au sept heures.

Nous sommes loin des affirmations colportées en France par tous

prix. Tout cela serait parfait si n'étaient en jeu des vies humaines qui comptent et doivent compter davantage en régime ouvrier. Pour réaliser le principe, voici comment est organisé l'exploitation des mines. Lorsque le puits est « foncé », les galeries sont tracées jusqu'à la limite du champs d'exploitation à entreprendre. C'est alors seulement que commence celle-ci. C'est ce que l'on appelle en France, l'exploitation rabattante.

L'avantage qu'en retire les Russes est celui-ci : on ne remblaie pas les parties déshouillées. Conséquence : moins d'entretien des voies, économie de matériaux. Le reste, et surtout la sécurité, est loin d'y trouver son compte. Non pas que nous condamnons en France toute exploitation rabattante, elle est admise dans certains cas, mais seulement dans la mesure où la méthode donne toutes les garanties de sécurité pour le personnel.

Dans les mines grisouteuses, comme c'est le cas pour celles que nous avons visitées, la méthode est à réprover : il est indispensable

ment interdite dans les mines françaises.

Le plus arbitraire dans cet état de chose, c'est que la méthode de travail est définie par les autorités du Parti, les syndicats ouvriers eux-mêmes soumis au Parti, et les techniciens formant minorité. La décision ainsi prise doit être mise à exécution par les ingénieurs qui deviennent responsables de la bonne exécution du plan et de la vie des hommes qu'ils dirigent. En conséquence, si le travail n'est pas accompli selon l'ordre établi, ils sont inculpés de sabotage de la production, traduits devant des tribunaux spéciaux et le cas échéant, condamnés à mort, comme cela est arrivé dans le dernier procès d'ingénieurs qui s'est déroulé à propos des mines de Kérenovo où huit ingénieurs ont été condamnés à la peine capitale.

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

Les intertitres sont de la rédaction (N.d.R.).

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

Programmes de Radio-Libertaire

Judi 8 janvier
 « Blues en liberté » (10 h à 12 h) : les bluesmen ayant émigré en Europe.
 « Femmes libres » (12 h à 14 h) : May Picqueray (suite).
 « Si vis pacem » (17 h 30 à 18 h 30) : pacifisme et antimilitarisme, avec l'Union pacifiste de France.
 « Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : autour des pays de l'est. La section jazz de Tchécoslovaquie.

Vendredi 9 janvier
 « Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : analyses libertaires, informations, revue de presse et musiques.
 « Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : la saga de la cithare, la danse du dragon, le Népal pour les vacances de Noël (expérience vécue).
 « H. comme hasard » (12 h à 14 h) : le surréalisme.
 « L'Invité quotidien » (19 h à 21 h) : Michel Rouze, de l'Union rationaliste, dénonce les résurgences actuelles de la parapsychologie.

Samedi 10 janvier
 « Le père peinard » (11 h 30 à 12 h 30) : l'actualité passée au crible.
 « Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : le mouvement écologique en Pologne. L'U.H.P., un syndicat patronal dans la santé privée. S.N.C.F., suites...
 « De bouche à orteils » (14 h 30 à 16 h 30) : la chanteuse Claire est invitée.

Dimanche 11 janvier
 « Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : du bon usage de Nietzsche, avec Marc Santet (docteur en philosophie, auteur de « Nietzsche pour débutant à la découverte »).
 « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : Alan Stivell, avant son passage à l'Olympia.
 « Jazz en bleu » (14 h 30 à 16 h 30) : retour sur les années 1950/1960, blues et jazz.
 « Graffiti » (18 h 30 à 20 h 30) : le groupe B.C.G. est invité, ainsi que Nicole Crestoo à propos du n°35 de la revue « Plages ».

Lundi 12 janvier
 « La clef de 13 » (17 h à 18 h 30) : chronique associative.
 « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : protection animale, l'homme et la vivisection.

Mardi 13 janvier
 « Music Hall » (10 h à 12 h) : l'équipe du T.L.P. vous dévoile les prévisions 1987.
 « Musiques sans frontière » (14 h 30 à 15 h 30) : le Mexique.
 « A bâtons rompus » (20 h 30 à 22 h 30) : histoire du fédéralisme, le fédéralisme à travers l'œuvre de P.-J. Proudhon, le fédéralisme : projet de société anarchiste ?, seront les principaux thèmes abordés par Stéphane Carel (de la Fédération anarchiste) et Bernard Voyenne (auteur de « Histoire de l'idée fédéraliste »).

Mercredi 14 janvier
 « De la musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : l'avenir de la musique contemporaine.
 « Causons théâtre » (12 h à 14 h) : l'actualité théâtrale et toujours des places à gagner.

ENTRE AMOUR ET ANARCHIE Léo Ferré : 70 ans d'adolescence

« **A**VEC le temps, va, tout s'en va » et passent les années, les guerres et les maîtres dans ce vieux monde qui n'en finit pas d'agoniser. Je sais qu'un jour, il ne restera dans nos mémoires que les cris de ceux qui ont tenté désespérément de demeurer des êtres libres.

« *Revolter à cheveux blancs* », Léo Ferré a 70 ans d'adolescence, de cette adolescence indocile qui faisait battre le cœur de Rimbaud quand Paris était communard.

J'étais jeune adolescent quand j'ai découvert un jour, par hasard, à la télévision la « gueule de mec ». Un vieux monsieur — « un lion à la crinière blanche », écrivait le journal — caressait de ses doigts les touches noires et blanches d'un piano et chantait *Tu penses à quoi ?*

Dans ce printemps de mes premières révoltes et de mes premières amours, un message plein d'émotion allait me conduire sur les traces de l'anarchie. Sur ce chemin où marchaient des « mauvaises réputations » à la recherche de l'« an dix mille ». Je lisais à l'époque les surréalistes, je découvrais Breton, Péret et Prévert, et puis Baudelaire et Rimbaud. J'apprenais à maudire cette société qui faisait un procès à l'auteur des *Fleurs du Mal*. Aujourd'hui, leurs héritiers enferment Baudelaire dans le

Lagarde et Michard, qui est la Sante de la culture, et fustigent les individus « de tout poil et de toutes nationalités ». Je sentais alors qu'entre les révoltes estudiantines de ce Paris où François Villon traînait ses souliers et celles du mois de mai 1968, l'année de mes cinq ans, il y avait le même esprit de révolte.

Avant de lire Bakouine, Stirner ou Joyeux, j'avais découvert les mots et la musique de Léo Ferré. Les poètes, les musiciens et les peintres ont des choses aussi importantes à dire ou à apporter que les théoriciens.

Il y a beaucoup d'artistes qui s'allongent vite aux pieds des gouvernants pour une sucette à la boutonnière de leur veste reversible. Et puis, il y a des êtres libres qui ne fermeront jamais leur gueule. Léo Ferré est de cette race-là. Plus il va et plus il a de choses à dire. *La graine d'ananas* a poussé sous les soleils de la scène, pour continuer à chanter *Ni Dieu ni maître*. Toujours en pleine lumière, sur la scène ou en coulisses, il parle pour *Les poètes, Les musiciens, Les étrangers* ou *Les anarchistes*.

Ce « chien », éternel provocateur « à l'amour et à l'insurrection », n'a pas de maître, ni de muselière. Il marche seul au milieu d'autres chiens, seuls aussi, mais emplis de cette liberté qui fait plier les maîtres.

DIOGÈNE

NOTE DE LECTURE

« Le gâchis audiovisuel »

de J.-J. Ledos
J.-P. Jezequel
et Pierre Regnier

UN excellent bouquin. Très documenté, sur tous les avatars du service public de radio-télévision en France. Les auteurs, à la longue mémoire, se font un devoir de rappeler toutes les turpitudes, toutes les manipulations de cet outil fantastique de modelage des esprits que constitue l'audio-visuel. De la création d'un ministère de l'information par Hitler... et Léon Blum, aux combines des « copains coquins ».

Sans oublier l'épisode récent et peu glorieux des radios libres. Nous lisons pages 209-210 : « La manière dont a été traitée la question des radios dites "libres" a montré clairement qu'il y avait plus que de l'inconséquence dans cette politique. D'un côté, on envoie les C.R.S. saccager la petite installation militante de Radio-Libertaire. De l'autre, on accepte les excès de N.R.J., la radio qui viole le plus ouvertement la loi, puis on l'associe au montage de T.V.6, après avoir accordé l'essentiel de la "5" à Silvio Berlusconi, en situation illégale dans son pays. Le gouvernement socialiste a montré, dans cette aventure, un même mépris pour l'expression populaire et un même respect pour la force brute que ses adversaires ».

A dédier à tous ceux qui, choqués par Pasqua, se prennent à rêver aux « délices » de la police rose.

Y.P.

Jean-Jacques Ledos, Jean-Pierre Jezequel, Pierre Regnier, « Le gâchis audiovisuel », éditions Ouvrières, 80 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.



Photo Alain Dodebler

MUSIQUE

Le Berurier nouveau est arrivé !

C A y est ! les « teigneux » du rock sont de retour. Un 45-tours bourré d'humour, de rage, de tonus et de vitamines, vient de tomber tout chaud sur nos platines ! Berurier noir a encore frappé, et méchamment (1).

Deux morceaux bien enlevés et mal élevés : le premier, *L'Empereur Tomato-Ketchup*, est un hymne dynamite célébrant la révolte des enfants contre l'autorité des parents, des profs, des curés, et annonçant la proclamation de « l'état de l'Enfant-roi ». C'est une saïne gueulante pour tous les mêmes martyrs, pour tous les gosses opprimés : « Les enfants sont armés et bien décidés / à zigouiller toutes les autorités / à couper le zizi du satyre du lycée / à faire ce qu'ils veulent de leur sexualité / et à découvrir toutes les portes du plaisir / en courant tous nus, dans les rues / Drapeau noir au vent, criant : "En avant" ». Sûr que cette chanson va ravager les cours de récré ! Viva Carambar, viva Malabar, Haribo Chamalo !

L'autre texte, *Pavillon 36*, est plus noir. A partir d'un témoignage sur les méthodes employées au pavillon 36 de l'hôpital psychiatrique de Villejuif (paru dans *Cavales*) (2), les Bêru ont écrit une chanson

qui veut casser un peu plus le mur de silence qui entoure la psychiatrie. « Non ce n'est pas en Sibérie / c'est dans la banlieue de Paris / qu'on applique la démocratie / à grands coups de lobotomie / Non, ce n'est pas en Thaïlande / Excusez-moi j'ai envie de rendre / Pour te guérir, on te détruit / Quelle pourriture la psychiatrie ! » ou encore : « Au pavillon des oubliés / Ça sent la merde et le vomit / un pauvre gars lobotomisé / frappe dans ses mains et dans sa pisse / un autre, juste déconnecté / prostré sans mot, reste accroupi / Ici vous êtes bien à Villejuif / Quartier des crimes thérapeutiques ! »

Là, plus d'humour provocateur, mais un tableau brossé à coups de masse pour réveiller les indifférents... Et ça frappe juste ! Quoi ? Vous êtes encore en train de lire ? Vous n'êtes pas encore chez votre disquaire préféré ? Qu'est-ce que vous attendez ?

GIL

(1) *Berurier noir*, 45-tours, « L'empereur Tomato-Ketchup » et « Pavillon 36 », 15 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.
 (2) « L'Enfer du pavillon 36 », article paru dans « Cavales », c/o centre de documentation Rebelle, B.P. 771, 75123 Paris cedex 03.



NOTE DE LECTURE

« La farce tranquille » de Alain Bihr

UN livre à ne pas manquer ! Les jours, les semaines et les mois passent, la mémoire collective s'effiloche. Au gré des événements (et on est gâté ces derniers temps), le discours politique insidieux réhabilite une « bonne gauche » au détriment d'une « mauvaise droite ». Il faut garder notre mémoire intacte. Alain Bihr nous y aide puissamment avec son excellent bouquin, qui nous rappelle — s'il en était besoin — toutes les turpitudes, toutes les saloperies commises par la gauche pendant cinq ans. Un vrai jeu de massacre en forme de catalogue exhaustif.

Dépassant l'événement, Alain Bihr va à l'essentiel. Pour lui, il n'y a pas de dérive droitiste du P.S., il y a longtemps qu'il est à droite. Il nous montre lumineusement comment la social-démocratie française a complètement intégré le libéralisme. Il nous explique surtout — c'est la thèse centrale de son bouquin — le pourquoi de cette trahison définitive du socialisme en général et de la social-démocratie en particulier : le poids considérable des « classes moyennes salariées ». De quoi nourrir nos réflexions !

Précisons que le ton sérieux, jamais ennuyeux, alterne avec un humour féroce. Je vous recommande la description de la nuit du 10 mai 1981 à la Bastille : « Fête des fous, bal des cocus, nuit des dupes ». Un régal et un beau manuel pédagogique.

Yves PEYRAUT

Alain Bihr, « La farce tranquille », éditions Spartacus, en vente à la librairie du Monde libertaire.

« Le baiser de la couleuvre » de Gérard Delteil

J'AI été à Thionville cet après-midi et j'ai acheté un livre sur les prisons. Elle tendit au capitaine un gros volume broché à la couverture racoleuse (...) (1). Toujours aussi productif, Gérard Delteil vient de signer dans la série « Document » (Le carrousel) « un dossier brûlant » sur les prisons, dont le travail journalistique sert de base à son dernier roman noir : *Le baiser de la couleuvre*. Notons au passage que la bibliographie de ce dossier est assez complète et qu'on y trouve, par exemple, l'ouvrage de Maurice Joyeux : *Mutinerie à Montluc*.

Il a passé des années à l'attendre, à sa sortie il devait la retrouver, il a tenu, mais tout s'est brisé. Plus rien, ni personne, ne l'attend... Comment supporter l'univers carcéral, maintenant sans parole, il ne reste plus que ce travail sous-payé, ces caïds, ces matons et cette violence que cette erreur grotesque nommée prison porte en elle. Alors n'importe quoi sera bon pour combler ce vide affectif qui rend fou ! Tout pour un baiser... Sinon viendra l'horreur.

OLIVIER (Gr. Flores-Magón)

(1) Gérard Delteil, « Le baiser de la couleuvre », Fleuve noir n°2021.

COMME l'a très bien compris le Parti révolutionnaire institutionnalisé (P.R.I.) au Mexique, un mythe révolutionnaire est toujours dangereux pour les détenteurs du pouvoir. Seule l'appropriation du mythe permet de limiter les risques de voir les opposants au régime se rallier sous la même bannière. De l'agréiste Emiliano Zapata à l'anarchiste Ricardo Flores Magón (1), rien n'a échappé aux récupérations du P.R.I.

La question de savoir qui est le détenteur du vrai sandinisme (2) se pose avec d'autant plus de force au Nicaragua que Sandino est le seul mythe révolutionnaire de ce pays. Le fait que son nom était interdit et le lieu de sa tombe considéré comme secret d'Etat durant la dictature n'a fait que renforcer la légende. L'enjeu est donc clairement établi... mais qui était Sandino et à qui « appartient-il » ?

Les détenteurs du « vrai » sandinisme

Bien que l'itinéraire de Sandino soit assez bien connu (voir encadré ci-contre), il est difficile de définir nettement sa personnalité et ses influences. Le jeu des citations tronquées, des exagérations et des mensonges — avec ou sans omissions — auquel se livrent de nombreux ouvrages ne simplifie pas le travail.

Les marxistes, à qui l'histoire appartient, n'ont pas hésité à faire de Sandino l'un des leurs, à tel point que la simple phrase « *Sandinisme nationaliste, mais jamais communiste* » a valu au journal *la Prensa* les honneurs de la censure. Pourtant, malgré le salut fraternel du Komintern lors de son VI^e congrès et la présence du communiste Augustin Farabundo Martí (futur secrétaire du Parti communiste salvadorien) dans l'état-major d'une Légion latino-américaine, il est difficile de voir dans la pensée du « *général des hommes libres* » (surnom donné à Sandino par Henri Barbusse, en juillet 1928) le prolongement de la doctrine marxiste-léniniste (3). En effet, il suffit de lire l'explication que Sandino donnera à Jose Roman de sa rupture avec Augustin Farabundo Martí pour se faire une idée de cette prétendue influence marxiste : « *Cet étudiant salvadorien avait de grandes qualités, mais un caractère extrêmement rebelle. J'ai dû l'expulser de mon armée parce qu'il voulait m'embarquer dans un "embrouillage" (entendo) avec les communistes, ce qui m'a donné beaucoup de soucis* » (4). Sandino rompra ses liens, relativement faibles d'ailleurs (5), avec le Komintern en 1930.

Les marxistes ont beau veiller au grain, il est difficile de monopoliser un mythe ayant joué un rôle aussi important dans l'unification des forces qui renversèrent Somoza. Le directeur du comité de rédaction du journal *la Prensa*, Pedro Javier Chamorro Cardenal, tout en déclarant apprécier Sandino et avoir son portrait dans les locaux du journal, souhaite pour sa part une démocratie à la française (6). Qualifié de « *contra* » par certains et d'aventurier par d'autres, Eden Pastora, ancien vice-ministre de la Défense nommé après la chute de Somoza pour avoir fait libérer de nombreux prisonniers politiques lors d'une action d'éclat, prétendait lui aussi détenir « *la bannière du vrai sandinisme* » (7) lorsqu'il combattait ceux qu'il accusait d'avoir « *trahi la révolution nationale nicaraguayenne au profit du marxisme, de Cuba et de l'Union soviétique* » (8). Comme vous pouvez le constater, la liste des prétendants à l'héritage de Sandino est longue (inutile de vous dire que l'Eglise y figure aussi en bonne place).

La vie de Sandino

Né en 1885, Augusto Caldero (9), outre les conditions de vie des ouvriers agricoles qu'il partage avec sa mère, subira les brimades et les vexations que sa naissance illégitime provoque dans un pays très catholique. Recueilli à onze ans par son père, Gregorio Sandino, membre du Parti libéral nicaraguayen (10) et propriétaire terrien aisé, Augusto Caldero Sandino ne sera jamais traité comme son demi-frère Socrate (11), le fils légitime. « *Ma mère me traitait plus mal qu'un domestique, jamais elle ne m'autorisait à manger à la table familiale, me reléguant à la cuisine.* »

En 1920, Augusto Caldero Sandino devra quitter le Nicaragua pour échapper à la prison — il avait tiré sur un homme qui l'avait insulté en pleine messe dominicale. Bien que plus ou moins occultée, par nombre d'historiens (principalement soviétiques car la jugeant humiliante), la naissance illégitime de Sandino contribuera à faire de celui-ci un révolté. Sandino rayera par la suite le patronyme maternel de son état civil et le remplacera par « Cesar ».

Sandino La récupération d'un mythe

Son exil conduira Sandino au Honduras, au Guatemala et au Mexique en 1924. Travailleur immigré, Sandino sera de nouveau confronté à l'injustice sociale : « *Il n'est pas facile de sortir de ce pays sans argent (...). Quand on arrive dans une ville comme celle-ci (il s'agit de La Victoria, au Honduras), personne ne s'intéresse à vous ; en dehors de l'argent, rien n'existe... Dès qu'on a trouvé un logement, on part en quête de travail ; mais on vous dévisage de la tête aux pieds, on vous fait mille questions (...). Ici, on rencontre des milliers d'hommes qui voudraient bien rentrer chez eux, mais (sans argent) il n'en est pas question.* » (12)

C'est près de Tampico où il réussit à se faire embaucher par la Huesteca Petroleum Co. que Sandino prendra réellement contact avec le mouvement ouvrier organisé. « *Située au cœur de la zone pétrolière, Tampico était devenue dans les années 20 un centre ouvrier où l'influence du courant anarcho-syndicaliste dépassait largement celle du virulent, mais minuscule, parti communiste. Bien que Sandino n'ait jamais adhéré aux thèses des frères Magón, il lui est souvent arrivé d'exprimer, à travers ses lettres, quelques intuitions de la pensée libertaire* » (13).

Jusqu'au début de la guerre civile nicaraguayenne entre libéraux et conservateurs pro-américains, Sandino semble plus préoccupé par les économies qu'il fait pour « *retourner à Niquinohomo, épouser la cuisinière Mercedes et monter une affaire* » (14) que par l'activité révolutionnaire. Comme il le reconnaîtra par la suite, ce n'est qu'en 1926 en retournant dans sa patrie que Sandino « *naît à la vie active de la politique* » (15). Mais les influences de Sandino ne se limitent pas au mouvement ouvrier.



Des inspirations « spiritualistes »

« *En 1926, il (Sandino) retourne à Niquinohomo avec plusieurs livres de sociologie et de syndicalisme, et, pour aussi étrange que cela puisse paraître avec un important volume de la secte religieuse des adventistes du septième jour dont il me parla à plusieurs reprises sur un ton joyeux* » (16). Sandino portera également beaucoup d'intérêt à l'occultisme. Il entrera en contact avec Martin Trincado, directeur de la revue spiritiste *la Balanza*, allant jusqu'à se déclarer partisan convaincu des religions hindoues et de la réincarnation (17).

Les relations de Sandino avec Martin Trincado et la fascination qu'exerça sur lui les sciences occultes sont confirmées dans la longue entrevue qu'il accorda à Jose Roman en 1933 où il déclarait : « *Martin Trincado est, sans doute, l'un des grands philosophes contemporains. Fondateur de l'Ecole magnétique spirituelle de la Commune universelle, il est le Grand-Maître de la cosmologie. Je (Sandino) collabore avec lui à notre nouvelle théorie de l' "Union hispanique océanique" (...). En vous (Jose Roman) s'est réincarné l'esprit de Thalès de Milet, l'un des sept sages de la Crète antique (...). Vous et moi sommes du même signe, le taureau, et, par rapport au calendrier chinois, nous dépendons l'un et l'autre du cheval (...)* » (18).

Si ce spiritualisme est déjà en soi assez étonnant, il semblerait de plus que ces influences aient aussi joué un rôle dans son action politique. Selon Selsel Gregorio et Torres Edelberto, au cours de son second séjour au Mexique (mai 1928 à mai 1929), Sandino fut initié à la franc-maçonnerie et introduit dans la loge « *Penislar Oriental* » au grade de « *l'antique sagesse* ». A la suite de quoi, il appellera ses généraux « *chers frères* », expression caractéristique de la foi maçonnique et spiritualiste. Jose Roman avait, pour sa part, rapporté cette phrase qui laisse songeur : « *Ce jour-là, tantôt assis, tantôt debout, il continue à m'entretenir de la réincarnation, de la Rose-Croix, du spiritisme et du yoga, de la théosophie et des inspirations intuitives dont il fit preuve durant la guerre* » (19).

Patriotisme et anti-impérialisme

Au vu des influences contradictoires de la pensée de Sandino (mouvement ouvrier et spiritisme), les deux éléments indiscutables

Repères chronologiques

18 mai 1885 : naissance de Sandino.
1910 : les Etats-Unis interviennent directement dans la politique intérieure du Nicaragua.

1920-1926 : Sandino, qui a gravement blessé un habitant de son village, s'exile en Amérique centrale et au Mexique.

1926 : il revient au Nicaragua, à l'occasion d'une guerre civile entre les libéraux et les conservateurs.

Mai 1927 : au moment de l'armistice, Sandino refuse de déposer les armes. C'est le début de la guérilla sandiniste.

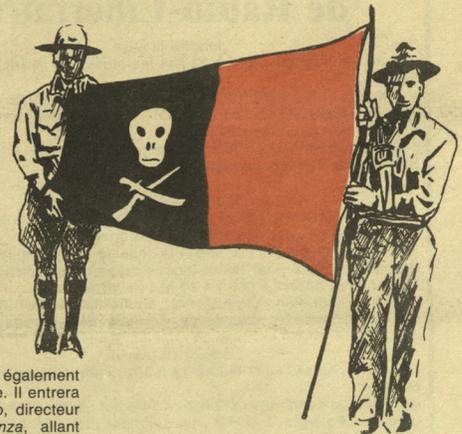
Mai 1929-avril 1930 : long séjour au Mexique, à la recherche d'une aide internationale.

1930-1933 : retour de Sandino dans son pays, où la guérilla s'intensifie.

2 février 1933 : après des élections sous contrôle américain, Sandino accepte de signer, à Managua, des accords de paix.

Mars 1933-février 1934 : Sandino renonce définitivement à la politique et se consacre au développement d'une coopérative dans le Nord du pays (Wiwili).

21 février 1934 : Sandino est assassiné par le directeur général de la Garde nationale, Anastasio Somoza.



O.L.T

et constants qui guidèrent son action restent le patriotisme et l'anti-impérialisme américain (les deux choses allant souvent de pair dans cette partie de l'Amérique du Sud). Sans nier les préoccupations sociales de Sandino et l'influence que put avoir sur lui le mouvement ouvrier mexicain de Tampico, il faut se garder des conclusions hâtives.

En effet certaines déclarations de Sandino nous incitent à rester très prudent quant à l'adhésion du « *général des hommes libres* » aux théories révolutionnaires. « *En plusieurs circonstances, on a essayé de dénaturer ce mouvement de défense nationale pour le transformer en une lutte de caractère plutôt social. Je m'y suis opposé de toutes mes forces (...). Divers mouvements ont essayé de nous influencer : fédérations internationales du travail, Ligue anti-impérialiste, quakers... A chaque fois, nous avons opposé notre objection décisive, à savoir qu'il s'agissait d'une lutte essentiellement nationale* » (février 1933) (20). Tout comme l'utilisation par Zapata du slogan « *Terre et Liberté* » (emprunté au Parti libéral mexicain) n'implique pas l'acceptation du parti libéral (23 septembre 1911) (21), le choix d'un drapeau rouge et noir (voir dessin ci-dessus) ne fait pas de Sandino un libertaire.

OLIVIER
(Gr. Flores-Magón)

(1) Ricardo Flores Magón, cf. M.L. n°594.

(2) Sandino emploiera lui-même le terme de « sandinisme » dans une lettre du 6 octobre adressée au docteur Escolastico Lara : « (...), il faut maintenir le sandinisme comme une force morale ». S. Ramirez, « *El Pensamiento vivo de Sandino* », p. 527.

(3) « Certains membres du front s'insurgent contre l'idée que Sandino ait pu être libéral et voient dans sa pensée le prolongement de la doctrine marxiste-léniniste », Alain Gandolfi, « *Nicaragua, la difficulté d'être libre* », Karthala, 1983, p. 75.

(4) Roman Jose, « *Maldito Pais* », 1979, p. 132.
(5) Aux dires du docteur Jose de Zapata, représentant officiel de Sandino à Mexico, Sandino aurait refusé un don de 10 000 dollars de la part de Moscou.

(6) « *Nicaragua, les contradictions du sandinisme* », C.N.R.S., 1985, p. 237 (en vente à la librairie du Monde libertaire, 79 F).

(7) Alain Gandolfi, « *Nicaragua, la difficulté d'être libre* », p. 211, op. cit.

(8) « *Le Monde* », 2.06.1984.

(9) Augusto Nicolas, fils naturel de Margarita Calderon.

(10) Le Parti libéral nicaraguayen n'a rien de commun avec le Parti libéral mexicain auquel les frères Magón donnèrent une orientation « communiste anarchiste », cf. M.L. n°594.

(11) Socrate Sandino, après avoir travaillé dans un comité anti-impérialiste (All American Imperialist League, de New York) en 1926, rejoindra l'état-major de son frère. Socrate Sandino sera, lui aussi, abattu par la garde de Somoza.

(12) Lettre à Gregorio Sandino, in « *El Pensamiento vivo de Sandino* », pp. 91-92, op. cit.

(13) « *Nicaragua, les contradictions du sandinisme* », p. 10, op. cit.

(14) « *L'Histoire* » n°82, 1985, p. 30.

(15) Ramirez, « *El Pensamiento* », p. 98, op. cit.

(16) Carleton Beals, « *Banana Gold* », Managua, 1983, p. 82.

(17) Torres Edelberto, « *Sandino y sus pares* », éditions Nueva, Nicaragua, 1983, p. 29.

(18) et (19) Roman Jose, « *Maldito Pais* », p. 82, op. cit.

(20) « *Conversaciones de Sandino con Ramón de Belausteguiogitia* », in S. Ramirez, p. 471, op. cit.

(21) Ricardo Flores Magón, « *La révolution mexicaine* », éditions Spartacus, p. 117, en vente à la librairie du Monde libertaire, 50 F.